



**PASSONS  
À L'ÉTAPE  
SUIVANTE**

Dans le cadre de la revue  
des déchets radioactifs du Canada

# Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs

## Rapport sur ce que nous avons entendu lors de nos activités de concertation menées avec les Autochtones

Rapport 2 de 2

Période couverte : avril 2021 à juin 2023



Image de couverture : Manchettes perlées, gracieuseté de Tawi:ne Consulting Inc.

**nwmo**

NUCLEAR WASTE  
MANAGEMENT  
ORGANIZATION

SOCIÉTÉ DE GESTION  
DES DÉCHETS  
NUCLÉAIRES

## Table des matières

<b>RÉSUMÉ</b>	<b>3</b>
<b>MÉTHODOLOGIE</b>	<b>6</b>
<b>QUI A PARTICIPÉ?</b>	<b>7</b>
<b>CONSTATS CLÉS</b>	<b>9</b>
Constat clé 1 – Sûreté	10
Constat clé 2 – Droits issus des traités et titre	10
Constat clé 3 – Protection des terres	11
Constat clé 4 – Transport	11
Constat clé 5 – Réconciliation et partenariats	11
Constat clé 6 – Intégration du savoir autochtone	11
Constat clé 7 – Protection de l'eau	12
Constat clé 8 – Éducation	12
Constat clé 9 – Responsabilité en matière de déchets et de stratégie	12
Constat clé 10 – Transparence	12
<b>RÉSUMÉ DES SÉANCES DE CONCERTATION AVEC LES AUTOCHTONES – SUJETS DE DISCUSSION</b>	<b>12</b>
Commentaires sur ceux qui doivent participer	19
<b>ANNEXES ET GLOSSAIRE</b>	<b>21</b>
Annexe A – Mémoire des Algonquins de Pikwakanagan, Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs, 4 octobre 2021	21
Annexe B – Mémoire de la Métis Nation of Ontario, Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs, 21 octobre 2021.	25
Annexe C – Mémoire des Kebaowek, Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs, 10 décembre 2021	27
Annexe D – Mémoire du Grand Conseil du Traité 3, Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs, 30 décembre 2021	29
Annexe E – Mémoire de la First Nations Power Authority, Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs, 11 avril 2022 (séance de concertation tenue le 26 janvier 2022)	44
Annexe F – Mémoire de la Mi'gmawe'l Tplu'taqnn Incorporated, Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs, 25 mai 2022 (séance de concertation tenue le 31 mars 2022)	55
Annexe G – Mémoire du Grand Conseil du Traité 3, Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs, 28 juin 2022	62
Annexe H – Mémoire du Grand Conseil du Traité 3, Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs, 2 février 2023	75
Annexe I – Nation ojibwée de Saugeen, Bureau de l'environnement, mémoire, Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs – Ébauche, 20 juin 2023	80
Annexe J – Principes directeurs de la SIDR	85
Glossaire des termes employés (gestion des déchets nucléaires)	87

## Résumé

À l'automne 2020, le ministre des Ressources naturelles du Canada a confié à la Société de gestion des déchets nucléaires (SGDN), dans le cadre de l'examen de la politique de gestion des déchets radioactifs du gouvernement canadien, le mandat de diriger un processus de concertation avec les Canadiens et les peuples autochtones afin d'éclairer l'élaboration d'une stratégie intégrée pour la gestion à long terme de tous les déchets radioactifs canadiens. La SGDN a été invitée à diriger ce travail en raison des 20 années d'expérience reconnue qu'elle avait acquises dans la concertation avec les Canadiens et les peuples autochtones sur la planification de la gestion à long terme sûre du combustible nucléaire irradié. Le travail se rapportant à l'élaboration de la Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs (SIDR) est distinct de celui que la SGDN mène relativement au dépôt géologique en profondeur de combustible nucléaire irradié, qui se poursuivra comme prévu.

En 2021, la SGDN a entrepris avec les Canadiens et les peuples autochtones un processus de concertation en menant des recherches sur l'opinion publique, en tenant un sommet national pour entendre divers points de vue sur la question, en écoutant les citoyens au cours d'une série de séances de concertation organisées dans les collectivités où des déchets sont actuellement entreposés, et en animant des discussions en tables rondes et des ateliers techniques.

Tous les déchets radioactifs au Canada sont gérés de manière sûre, conformément aux normes internationales, dans des installations autorisées par la Commission canadienne de sûreté nucléaire. Cependant, les déchets radioactifs canadiens ne font pas tous l'objet d'un plan de gestion à long terme. L'intention derrière la SIDR est d'identifier les prochaines étapes à entreprendre pour pallier les lacunes de la stratégie actuelle de gestion des déchets radioactifs canadiens, en particulier en ce qui concerne les déchets de faible activité et de moyenne activité, et de préparer l'avenir de cette gestion. Nous avons stipulé au début de chaque séance que nous avons comme objectifs de mener des activités de concertation et d'échanger et recueillir des informations, et non de consulter.

La SGDN reconnaît que, bien que des efforts aient été faits pour établir une large concertation avec les collectivités autochtones, celle-ci n'a pas été tout à fait exhaustive, notamment en raison de l'absence de participants inuits aux discussions. Le terme « Autochtones », est utilisé dans ce rapport par souci d'uniformité. Il ne désigne que les Premières Nations et les Métis cités dans les rapports Ce que nous avons entendu. Les commentaires cités ne sont pas censés représenter les peuples autochtones dans leur ensemble; ils ne reflètent que la pensée des personnes qui ont participé aux séances de concertation.

Ce rapport « Ce que nous avons entendu » est le deuxième de deux rapports sur les activités de concertation menées avec les Autochtones. La SGDN a reconnu que plusieurs collectivités autochtones avaient souhaité participer aux travaux de concertation sur la SIDR, mais qu'elles n'avaient pas pu le faire à l'intérieur des délais initialement prévus. La SGDN est résolue à promouvoir la réconciliation et à faire en sorte que les relations avec les collectivités autochtones soient développées de manière approfondie; il était donc important de prolonger la période de concertation pour accueillir ceux et celles qui souhaitaient participer.

Ce rapport est le deuxième de deux rapports préparés sur ce que nous avons entendu lors des activités de concertation avec les Autochtones. Il fait suite au premier rapport de ce genre et amalgame les constats tirés des séances et des ateliers tenus d'avril 2021 à juin 2023. L'objectif de ce programme de concertation était de recueillir le point de vue et les recommandations des Autochtones sur ce qu'il conviendrait de faire pour pallier les lacunes

qui existent dans la planification de la gestion à long terme des déchets radioactifs de faible et moyenne activité au Canada. Il avait aussi pour but de recueillir des avis sur la manière dont nous devrions procéder pour prendre les décisions sur la gestion à long terme de ces déchets. Les séances de concertation tenues après la publication de l'Ébauche de la SIDR (août 2022) à des fins de commentaires publics ont permis de présenter les recommandations de ce document et de recueillir les points de vue des participants à leur sujet pour mieux éclairer la version finale de la stratégie. Les séances de concertation ont également fourni des occasions de développer nos relations existantes et d'en créer de nouvelles, qui ont permis aux participants de faire part de leurs réflexions, de leurs priorités et de leurs préoccupations concernant la gestion des déchets radioactifs.

Le prolongement du programme de concertation avec les Autochtones au-delà de la période de concertation avec le public en général était important pour la SGDN, qui voulait s'assurer que les peuples autochtones qui souhaitaient participer au processus de la SIDR, mais qui n'avaient pas pu le faire auparavant en raison de contraintes de temps, puissent le faire. Les séances de concertation organisées pendant cette période portaient sur la SIDR et étaient axées sur l'établissement de relations et le partage d'informations entre tous les participants. En prolongeant la période de concertation avec les Autochtones, la directrice du projet stratégique de la SGDN a également été en mesure de se déplacer et de tenir des séances en personne, puisque les restrictions liées à la pandémie avaient alors été levées. Elle a donc eu l'honneur de participer à des rencontres dans des collectivités autochtones et a été très reconnaissante des enseignements qui lui ont été transmis. Certains groupes ont choisi de participer à une série de séances, tandis que d'autres n'ont participé qu'à une seule séance; certains groupes ont choisi de ne pas formuler de recommandations sur les options présentées et d'autres ont présenté des mémoires écrits.

Selon ce qu'on a pu observer lors de nos interactions avec les participants autochtones et de notre examen des commentaires fournis, cette méthodologie a permis de réaliser les objectifs suivants :

- Établir et développer des relations entre les participants et avec la SGDN;
- Faciliter un apprentissage progressif et une familiarisation au regard de la question des déchets radioactifs;
- Offrir aux groupes autochtones un espace où ils ont été encouragés à formuler des recommandations sur le processus et sur ce qui pourrait être fait par l'industrie nucléaire pour mieux communiquer ses intentions et bâtir des relations;
- Engager une conversation plus approfondie et plus solide sur la SIDR.

La question de la gestion des déchets radioactifs est complexe et peut sembler inaccessible pour un public non initié aux aspects techniques. Avoir pris le temps d'apprendre et de réfléchir de plus en plus profondément aux visions du monde et aux expériences vécues qui sont pertinentes pour la SIDR a permis de dégager les priorités des participants et d'entretenir une conversation plus détaillée sur les options techniques.

Les discussions ont révélé que les Autochtones accordent aux éléments suivants une importance prioritaire pour ce qui est de la SIDR :

- Protéger l'environnement et réduire au minimum l'impact sur les terres et l'environnement;
- Placer au cœur du processus décisionnel les points de vue, l'expertise et les visions du monde autochtones;
- Promouvoir l'inclusion et la concertation à tous les stades du projet;
- Contribuer à la souveraineté autochtone en mettant en place des structures qui aideront les collectivités autochtones à reprendre le contrôle de la gestion à long terme de leurs terres;
- Fournir plus d'éducation sur les questions liées à la SIDR;

- Développer des relations grâce à une concertation soutenue et à l'inclusion des collectivités touchées et de l'ensemble des divers participants tout au long du processus d'élaboration et de mise en oeuvre de la stratégie; dans le cadre de cet effort relationnel, des démarches d'éducation, de communication, de transparence et de collaboration devraient être engagées avec les collectivités autochtones à toutes les étapes de l'élaboration et de la mise en oeuvre du projet.

Ces priorités se reflètent dans les commentaires fournis par les participants sur les options techniques proposées. La section *Constats clés* présente un résumé plus détaillé des observations faites par les Autochtones participants. Les mémoires préparés par des groupes autochtones sont fournis en annexe, avec la permission des auteurs. Nous nous sommes efforcés d'inclure les conversations importantes que nous avons eues avec les participants autochtones qui ont choisi de s'engager dans des discussions plus larges sur l'environnement et les relations réciproques.

## Méthodologie

La SGDN a organisé et animé des séances et des ateliers de concertation avec les Autochtones. La plupart ont été tenues en ligne et certains en personne, dans l'intervalle s'étendant de avril 2021 à août 2022, date à laquelle l'Ébauche du rapport de la SGDN sur la SIDR a été publiée et soumise à une période de commentaires publics de 90 jours. L'Ébauche du rapport sur la SIDR a été communiquée aux groupes autochtones qui avaient participé à une séance de concertation et à certains groupes qui avaient eu des communications avec la SGDN au cours du processus de concertation sur la SIDR. De septembre 2022 à juin 2023, la SGDN a continué à rencontrer certains groupes autochtones qui souhaitaient recevoir des informations supplémentaires sur la SIDR.

Les séances tenues pendant la période se terminant à la publication de l'Ébauche de la SIDR ont mobilisé des particuliers ainsi que des membres de collectivités, d'organisations provinciales et territoriales, et de conseils tribaux autochtones de tout le Canada, et ont combiné l'échange d'informations et l'établissement de relations, dans le respect des protocoles de consultation autochtones. La méthodologie utilisée s'appuyait sur trois approches principales :

1. Des séances de concertation virtuelles, à raison d'une ou de plusieurs par groupe;
2. Des rencontres en personne avec des membres d'une ou de deux collectivités à la fois;
3. Une réflexion et des échanges, ancrés dans le savoir traditionnel, les expériences vécues et les cadres et protocoles de consultation autochtones, sur les enjeux liés à la SIDR, ainsi que sur le processus employé pour prendre des décisions, lesquelles auront des répercussions intergénérationnelles.

Les objectifs de cette approche étaient les suivants :

- Créer un processus de concertation dans le cadre duquel les participants autochtones participants pourraient contribuer de manière tangible à la SIDR et à des conversations plus larges sur l'environnement;
- Fournir l'occasion d'approfondir et d'explorer la question de la gestion à long terme des déchets radioactifs;
- Créer/entretenir un dialogue et une relation directe avec la SGDN;
- Discuter des questions et des décisions stratégiques associées à la gestion des déchets radioactifs en tenant compte de multiples points de vue et visions du monde;
- Faire part et discuter des recommandations formulées dans l'Ébauche de la SIDR préparée par la SGDN (uniquement après la publication de l'Ébauche).

Les séances de concertation avec les Autochtones comprenaient un volet de présentations puis de questions et réponses animé par la directrice de ce projet stratégique à la SGDN. À certaines rencontres, d'autres membres du personnel de la SGDN étaient également présents pour donner des exposés sur les programmes et politiques internes, comme le programme des relations avec les Autochtones et le programme stratégique connexe, le programme des relations et de la réconciliation avec les Autochtones, et le plan de gestion à long terme du combustible nucléaire irradié. Concernant la SIDR, les participants ont regardé des vidéos d'information et ont été invités à participer à un sondage ouvert. Des liens vers de la documentation écrite ont été fournis à certains participants, notamment pour consulter le *Rapport sur les options techniques/Résumé pour un public non averti* de la SGDN.

Les séances de concertation ont été ouvertes et clôturées par des aînés autochtones ou des représentants des collectivités autochtones, qui ont prononcé une prière et transmis leurs enseignements traditionnels. L'approche utilisée par la SGDN favorisait et encourageait un échange de points de vue fondé sur les expériences vécues et les visions du monde des participants. Cette approche visait à créer un espace sécurisant pour les participants et reflétait l'importance accordée au développement de relations.

Les séances de concertation avec les Autochtones sur la SIDR ont encouragé les participants à faire librement part de leurs opinions et de leurs points de vue, à poser des questions et à échanger des idées. Elles ont également permis aux représentants de la SGDN d'apprendre au contact des participants autochtones.

La SGDN s'était engagée à ne pas identifier les auteurs, des commentaires ou des messages clés, qu'il s'agisse de particuliers ou de groupes ou organisations autochtones, à moins que les participants ne lui aient expressément demandé de le faire. Certaines collectivités et organisations autochtones ont choisi de contribuer aux recommandations de la stratégie en transmettant un mémoire à la SGDN. Ces mémoires sont présentés intégralement ou en partie en annexe, conformément à la demande/permission des auteurs.

## Qui a participé?

Un certain nombre d'organisations, de collectivités, d'organisations et de conseils tribaux autochtones ont participé à une ou plusieurs séances de concertation sur la SIDR, mais aucune organisation inuite ne l'a fait. Pour les besoins de ce rapport, le terme « Autochtones » n'englobe que des participants membres des Premières Nations et métis. Les participants autochtones avaient été approchés par le biais des réseaux existants de la SGDN et avec l'aide d'un consultant externe. Nous avons utilisé les méthodes de recrutement suivantes :

- Promouvoir les occasions de participer avec l'aide d'organisations autochtones;
- Communiquer directement aux collectivités autochtones l'appel à participer;
- Envoyer des invitations aux représentants de groupes autochtones qui avaient participé aux processus de concertation antérieurs de la SGDN;
- Faire connaître cette possibilité d'échanger par l'entremise des communautés de médias sociaux d'organisations hôtes et de @plndechechetsrad, l'adresse officielle des médias sociaux de la SIDR et sur la page RadWaste sur YouTube.

Une cinquantaine d'organisations, de collectivités, de conseils tribaux autochtones et une organisation nationale autochtone ont participé à une ou plusieurs séances de concertation à divers moments au cours du processus de concertation avec les Autochtones sur la SIDR. De plus, approximativement 200 organisations, collectivités, organisations territoriales provinciales et conseils tribaux autochtones ont été directement invités à participer ou à formuler des commentaires, mais ne l'ont pas fait.

Voici la liste des groupes qui ont accepté la demande de participer aux activités de concertation et/ou qui ont soumis les mémoires intégrés au deuxième rapport Ce que nous avons entendu :

- Algonquins de Pikwakanagan, Ont.
  - Mémoire, 4 octobre 2021
- Assemblée des Premières Nations; Comité des Chefs sur l'environnement et les changements climatiques, ONA
- First Nations Power Authority (FNPA), Sask. (Les déchets nucléaires au Canada : séance d'information et atelier, 26 janvier 2022)
  - Mémoire, 11 avril 2022
- Grand Conseil du Traité 3, Ont.
  - Mémoire, 30 décembre 2021
  - Mémoire, 28 juin 2022
  - Mémoire, 2 février 2023
- Iroquois Caucus
  - Nation mohawk d'Akwesasne, Ont., Qc
  - Nation mohawk de Kahnawake, Qc
  - Oneida Nation of the Thames, Ont.
  - Six Nations of the Grand River, Ont.
  - Première Nation mohawk de Wahta, Ont.
- Première Nation de Kebaowek, Qc
  - Mémoire, 10 décembre 2021
- Métis Nation of Ontario
  - Régions 1 à 9
  - Mémoire, 21 octobre 2021
- Métis Nation of Saskatchewan (MNS)
  - Région du nord 1 à 3
  - Région de l'ouest 1 à 3
  - Région de l'est 1 à 3
- Mi'gmawe'l Tplu'Taqnn (MTI), N.-B.
  - Amlamgog (Fort Folly)
  - Esgenoôpetitj (Burnt Church)
  - L'nui Menikuk (Indian Island)
  - Metepenagiag Mi'kmaq Nation
  - Natoaganeg (Eel Ground)
  - Oinpegitjoig (Pabineau)
  - Tjipôgtôtjg (Buctouche)
  - Ugpi'ganjig (Eel River Bar)
  - Elsipogtog (Big Cove)

- Mémoire, 25 mai 2022
- Première Nation de Pabineau, N.-B.
- Nation ojibwée de Saugeen, Ont.
  - Mémoire, 20 juin 2023
- Nation ojibwée de Wabigoon Lake, Ont.
- Nation Wolastoqey, N.-B. (WNNB)

## Constats clés

Cette section résume les principaux constats dégagés des activités de concertation menées avec les Autochtones sur la SIDR, avant la publication de l'Ébauche de la SIDR, en août 2022, ou pendant la période de prolongation de la concertation qui s'est terminée en juin 2023. Nous avons entendu plusieurs des mêmes thèmes qui avaient été soulevés lors des premières séances de concertation avec les Autochtones, ainsi que de nombreuses conversations axées sur la poursuite des relations, la transparence et les partenariats. Les mémoires transmis sont fournis dans les annexes.

Les thèmes interreliés de la **transparence**, de la **communication**, de la **concertation**, de l'**éducation** et de la **réconciliation** sont ressortis comme les domaines les plus importants à aborder au regard de la SIDR et de l'énergie nucléaire. Pour prendre de bonnes décisions sur cette question, il faut mener une concertation large, diversifiée et complète, en particulier avec les collectivités susceptibles d'être directement touchées. Les participants ont indiqué que la concertation doit également inclure l'établissement de relations soutenues avec les collectivités afin de s'assurer que nous serons en mesure de collaborer dans l'avenir pour aborder les problèmes émergents et promouvoir une intendance intergénérationnelle. Ils ont ajouté que le but du processus ne doit pas être de simplement « cocher la case consultation » et de passer à autre chose. Les participants ont souligné l'importance d'établir des relations fondées sur la confiance et la transparence ainsi que d'éduquer les gens pour leur permettre de participer efficacement au processus décisionnel. Les collectivités autochtones sont les mieux placées pour dispenser une éducation sur les questions qui concernent leurs propres collectivités et elles devraient être mises à contribution.

Les participants ont indiqué qu'ils se soucient des **terres traditionnelles, de l'environnement et des espaces naturels**, de l'état de ces espaces et de la possibilité d'y avoir accès. Les participants autochtones ont fait valoir le lien qu'ils entretiennent avec la Terre et la relation intégrale qui existe entre la santé de la terre et la santé de leurs collectivités. La valeur qu'ils accordent au fait de prendre soin de l'environnement et de leurs collectivités a été un fil conducteur important lors des séances de concertation. Les participants autochtones ont souligné qu'ils considèrent que cela découle des rôles et des responsabilités qu'ils ont à l'égard de la Terre, de la Création et des générations futures.

Ils ont exprimé leur inquiétude quant à la possibilité que des installations de stockage ou de gestion des déchets radioactifs soient construites à proximité de leur lieu de résidence et quant à l'impact que cela pourrait avoir sur leur mode de vie actuel et à long terme. Ils ont estimé qu'il sera important de tenir compte des questions touchant la **sûreté** et l'impact potentiel des installations et du **transport** des déchets radioactifs qui pourrait se faire sur ou à travers les collectivités autochtones et les territoires traditionnels. La nécessité pour les

Nations autochtones situées le long des voies de transport de participer aux discussions sur les questions de transport et de sûreté qui auront lieu dans le cadre de la formation des premiers intervenants et de la préparation aux urgences a également été soulevée.

Les participants ont souligné qu'il est important de considérer les enjeux dans une perspective à long terme lorsque vient le temps de prendre des décisions, afin de favoriser une réflexion sur la responsabilité que nous avons tous envers les générations futures et sur les répercussions que pourraient avoir les décisions prises aujourd'hui sur nos enfants et petits-enfants. Selon eux, cette approche devrait être suivie pour tous les autres processus décisionnels.

Les participants ont souligné la nécessité de créer des occasions de dialoguer sur le savoir traditionnel autochtone et la science occidentale dans le cadre de l'établissement d'une vision à long terme. Cela est important, car les systèmes de connaissances autochtones s'appuient sur les principes de la responsabilité intergénérationnelle et de la continuité des réseaux relationnels reliant le passé, le présent et l'avenir, ainsi que sur la pratique de l'observation environnementale, qui peut apporter une contribution à la surveillance des changements et des impacts futurs. Les participants ont souligné que cela ne pourra se faire sans l'inclusion et l'orientation des détenteurs du savoir, qui reconnaissent l'importance de prendre part au processus de prise de décision pour s'assurer que les impacts sur les générations futures seront les plus minimes possibles.

Au cours de certaines de nos séances de concertation, la SGDN a fourni de la documentation, notamment le *Rapport sur les options techniques/Résumé pour un public non averti* de la SGDN, ainsi qu'une présentation intitulée *Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs canadiens*. La [présentation](#) comprenait des vidéos sur la façon dont les autres pays gèrent leurs déchets radioactifs, la façon dont les déchets sont actuellement gérés et dont ils pourraient être gérés à long terme et enfin la façon dont les déchets sont actuellement réglementés. Certains participants ont estimé qu'ils ne maîtrisaient pas suffisamment les informations présentées et qu'ils ne se sentaient pas outillés pour donner leur avis sur les options proposées. Certains participants, par contre, ont identifié une série de considérations qu'ils jugeaient importantes au regard du stockage et de la gestion des déchets à la fois de faible et moyenne activité. Elles sont énumérées ci-dessous :

## Constat clé 1 – Sûreté

La **sûreté** a été le thème principal de toutes les discussions. Les conditions peuvent changer à long terme et nous devons anticiper les risques futurs, notamment les catastrophes environnementales, les changements climatiques et les perturbations sociales. Les participants ont indiqué qu'il sera important que la stratégie soit flexible et adaptative et que les diverses parties prenantes partagent la responsabilité de sa mise en oeuvre en prévision des défaillances possibles et de changements qui pourraient survenir dans le futur.

## Constat clé 2 – Droits issus des traités et titre

Les **droits et titres issus des traités**, y compris l'obligation de consulter et d'obtenir un consentement libre, préalable et éclairé, ont été au premier plan de la majorité des séances de concertation avec les Autochtones. La plupart des participants ont souligné qu'il était important pour eux de participer, dans le cadre d'une concertation ou d'une consultation approfondie, à l'élaboration et à la mise en oeuvre de toute stratégie ou de tout projet se rapportant à l'énergie nucléaire.

### Constat clé 3 – Protection des terres

**Protéger les terres** et limiter le plus possible l'impact sur les terres et l'environnement naturel, y compris les perturbations sur la faune et sur les terres utilisées à des fins cérémonielles et traditionnelles, a été citée comme priorité. Les participants ont exprimé une préférence pour les options techniques qui auraient le moins d'impact sur l'environnement. Les options où les déchets sont placés sous terre ou qui se prêtent à une restauration ou à un recouvrement végétal semblent répondre à cette priorité. Limiter l'impact visuel a également été perçu comme une considération importante, en particulier par les participants qui vivent près d'autres types d'installations industrielles.

### Constat clé 4 – Transport

Le **transport** possible de déchets dangereux sur des territoires traditionnels sans consultation, concertation ou notification a été soulevé comme un sujet de préoccupation pour les peuples autochtones. La sûreté du transport et l'éventualité que des déchets soient transportés à travers des zones vulnérables sans aviser les occupants et sans mesures de préparation aux urgences les inquiètent énormément. L'impact potentiel du transport sur les collectivités et les territoires traditionnels traversés a été un thème commun à toutes les séances de concertation avec les Autochtones. En outre, de nombreux participants ont souligné qu'il sera important, lorsque des marchandises dangereuses devront traverser des territoires traditionnels, d'en aviser les responsables et de leur communiquer les plans d'urgence de l'industrie.

### Constat clé 5 – Réconciliation et partenariats

L'importance d'un **engagement véritable en faveur de la réconciliation** avec les collectivités autochtones a été l'un des principaux constats dégagés des séances de concertation avec les Autochtones. Pour prendre de bonnes décisions, il est essentiel d'établir des partenariats larges, diversifiés et compréhensifs, en particulier avec les collectivités qui peuvent être directement touchées. La responsabilité à l'égard des problèmes hérités du passé et l'ouverture à l'inclusion et à la collaboration avec les collectivités autochtones sont des éléments essentiels pour établir des partenariats et favoriser la réconciliation. La transparence et la communication font partie intégrante du processus de réconciliation, et ces deux éléments seront indispensables, quels que soient les résultats des recommandations de la SIDR.

### Constat clé 6 – Intégration du savoir autochtone

L'importance du **savoir traditionnel autochtone**, notamment pour la science écologique, constitue un constat clé. Les participants autochtones ont insisté sur le fait que cette information doit provenir des détenteurs du savoir et qu'il est nécessaire qu'ils participent et qu'ils soient inclus à toutes les étapes de l'élaboration, de la mise en oeuvre et de l'exploitation du projet. Et une fois transmis, ce savoir ne doit pas dispenser les promoteurs de l'obligation d'inclure la collectivité ou de solliciter sa contribution. Les collectivités hôtes doivent être associées au transfert des connaissances et aux examens périodiques se rapportant aux déchets.

## Constat clé 7 – Protection de l'eau

**Protéger les sources d'eau** et limiter le plus possible l'impact des projets sur les sources d'eau ont été considérées comme des priorités par de nombreux participants à ce processus de concertation avec les Autochtones. La recommandation qu'aucune installation ni aucun site de stockage ne soient situés près d'une source d'eau avait été un thème commun. Certains participants se sont dits rassurés d'entendre que les installations telles que le dépôt géologique en profondeur pour le combustible nucléaire irradié seraient aménagées sous le niveau des eaux souterraines.

## Constat clé 8 – Éducation

L'**éducation** est ressortie comme un facteur clé pour la concertation avec les collectivités et les peuples autochtones dans le cadre du processus décisionnel. Les participants ont reconnu que leur niveau d'éducation sur les sujets liés aux déchets radioactifs, aux options d'installations de stockage, à la comparaison avec ce qui se fait ailleurs dans le monde et à l'utilisation de l'énergie nucléaire au Canada était limité. Certains groupes situés dans des régions où des installations nucléaires se trouvent actuellement ou sont proposées avaient un niveau de connaissance plus élevé, mais dans l'ensemble, le niveau de connaissance peut avoir une incidence sur la préférence accordée aux types d'installations.

## Constat clé 9 – Responsabilité en matière de déchets et de stratégie

Les participants autochtones ont noté l'importance d'établir une **collaboration** entre les multiples parties prenantes et ont souligné les rôles importants que doivent jouer le gouvernement, les collectivités autochtones et l'industrie en ce qui a trait à la responsabilité qui doit être assumée du stockage des déchets radioactifs et de la mise en oeuvre de la stratégie.

## Constat clé 10 – Transparence

La **transparence** et la **communication** ont été des thèmes partagés par l'ensemble des participants. Des participants ont déclaré que les producteurs de déchets doivent communiquer clairement les rôles et les responsabilités des différentes parties prenantes du secteur de l'énergie nucléaire. La transparence est un impératif, quels que soient les résultats des recommandations de la SIDR, et il est d'une importance primordiale de clarifier les rôles et les responsabilités. De nombreux participants ont souligné qu'il sera essentiel de signaler le fait que des marchandises dangereuses seront transportées sur les territoires traditionnels et de communiquer à l'avance les plans d'urgence de l'industrie. Certains participants ont dit s'inquiéter du fait que les déchets de faible et moyenne activité n'ont pas été pris en compte en même temps que les déchets de haute activité et que, par conséquent, ils n'ont pas été inclus dans le plan canadien de gestion à long terme du combustible nucléaire irradié.

## Résumé des séances de concertation avec les Autochtones – sujets de discussion

Au cours des séances de concertation avec les Autochtones organisées avant la publication de l'Ébauche de la SIDR en août 2022, la SGDN a présenté des « sujets de discussion ». Après la publication de l'Ébauche de la SIDR, les conversations ont porté sur les recommandations fournies dans ce document. Avant la publication de l'Ébauche de la SIDR en août 2022, les sujets de discussion ont été proposés de la façon suivante :

1. Qu'est-ce qui comptera le plus lors de l'élaboration d'une stratégie intégrée pour les déchets radioactifs canadiens?
2. Quelle serait la meilleure façon de gérer à long terme les déchets de faible et de moyenne activité au Canada?
  - a. Quel(s) type(s) d'installations devrions-nous utiliser?
  - b. Intendance perpétuelle ou stockage?
  - c. Combien d'installations devrions-nous construire?
3. Qui devrait être **responsable** de la mise en oeuvre de la Stratégie?

Certains groupes ont choisi d'exprimer officiellement leurs commentaires et leurs recommandations dans des mémoires écrits, qui sont fournis en annexe.

Voici un résumé des commentaires que nous avons entendus sur ces sujets de discussion lors des diverses séances de concertation menées avec les Autochtones à propos de la SIDR. Les commentaires résumés ici ne sont attribués à aucun groupe ni à aucune personne.

### *Qu'est-ce qui comptera le plus lors de l'élaboration d'une stratégie intégrée pour les déchets radioactifs du Canada?*

Nous avons entendu qu'il est important que la concertation avec les collectivités autochtones et les titulaires de droits qui peuvent être directement touchés soit large, diversifiée et complète afin que les meilleures décisions possibles soient prises sur toute question liée à l'énergie nucléaire. Il est impératif de garantir la sûreté de la population à tous les niveaux et de donner la possibilité de participer à ceux qui sont touchés de près et directement par l'énergie nucléaire et les déchets radioactifs. La protection de la terre, de l'eau et des générations futures doit être au premier plan de toutes les discussions et décisions.

Nous avons entendu qu'il est essentiel d'adhérer aux principes de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones relatifs au consentement préalable, libre et éclairé de tout hôte concernant l'acceptation de la Stratégie, et ce, pour tous les niveaux de déchets radioactifs.

L'inclusion et le respect des divers systèmes de connaissances et des différentes visions du monde nous permettront de tenir compte des contributions apportées par les uns et les autres au moment de prendre des décisions et de créer des solutions efficaces. Les systèmes de connaissances autochtones englobent comme éléments fondamentaux la responsabilité intergénérationnelle et la continuité des réseaux relationnels reliant le passé, le présent et l'avenir. Les participants ont dit qu'il est important de reconnaître que le principe des sept générations ne doit pas être réduit à un pont entre nous et la septième des générations qui nous suivront, mais doit être vu comme s'appliquant à un continuum de générations. Nous avons également entendu que la science environnementale et le savoir autochtone peuvent se conjuguer et se compléter. Le savoir autochtone s'appuie depuis très longtemps sur l'observation de l'environnement et des changements à toutes les échelles, mais il doit être dirigé par les détenteurs du savoir.

Les participants aux séances de concertation avec les Autochtones et au Sommet canadien sur les déchets radioactifs de la SGDN, tenu en mars 2021, ont déclaré qu'il est important de centrer les expériences, les modes de connaissance et les modes de vie autochtones sur

les connaissances individuelles. Nous devons être conscients du « panautochtonisme » lorsque nous créons des documents, utilisons des images et menons des processus de concertation. Chaque nation est différente et ne devrait pas être diluée par l'adoption d'une approche trop généralisatrice. Il est important de créer des relations et un dialogue avec les collectivités autochtones pour connaître leurs différents protocoles et se familiariser avec les différentes nations approchées, et de leur garantir une participation tangible aux discussions sur tous les aspects de tout projet nucléaire.

Nous avons également appris que les activités de l'industrie nucléaire ont eu davantage de répercussions sur certaines collectivités autochtones que d'autres parce que, dans le passé, des installations nucléaires ayant été construites sur des territoires visés par des traités sans consultation adéquate. Nous avons appris qu'il est important de prendre en compte les répercussions historiques, actuelles et futures de l'industrie et que les problèmes hérités du passé devraient être intégrés à toute planification de la gestion future des déchets. Bien que cela dépasse la portée de la Stratégie, il s'agit néanmoins d'un aspect important des processus de concertation et de réconciliation.

*Quelle serait la meilleure façon de gérer à long terme les déchets de faible et de moyenne activité au Canada?*

- *Quel(s) type(s) d'installations devrions-nous utiliser?*
- *Intendance perpétuelle ou stockage?*
- *Combien d'installations devrions-nous construire?*

L'**éducation** et la sensibilisation sociale ont été relevées ensemble comme un facteur clé de la participation des gens à un processus décisionnel ou de l'obtention de recommandations de leur part sur des options particulières. Les participants ont reconnu que le niveau de connaissances peut avoir un impact sur le choix d'une installation et plusieurs ont dit qu'ils ne se sentaient pas prêts ou n'avaient pas suffisamment de connaissances et d'éducation dans les domaines de l'énergie nucléaire, des déchets radioactifs et du stockage pour formuler un avis éclairé sur les types d'installations à utiliser. En raison de leur manque d'éducation sur les options techniques, de nombreux participants ne se sentaient pas prêts à fournir leur opinion sur celles-ci. Cependant, les participants qui ont fait part de leurs réflexions et de leurs commentaires ont partagé certaines informations, qui sont résumées dans les paragraphes suivants.

Certains participants ont fait part de leurs réflexions sur l'option de la [caverne rocheuse peu profonde](#), qu'ils considèrent comme une idée intéressante qui permettrait de confiner les déchets et de les conserver sans recourir à des compartiments ou des matériaux supplémentaires. Certains ont exprimé le besoin d'en savoir plus sur cette option et sur les raisons pour lesquelles elle n'est pas déjà considérée comme une option prioritaire ou optimale. Certains participants ont fait remarquer que cette option n'est pas idéale, car elle est envahissante pour notre mère la Terre, tandis que d'autres l'ont trouvée idéale, car elle semble sûre, ne crée pas d'obstruction visuelle, ne semble pas interférer avec l'environnement et la faune, et perturbe peu l'environnement. Certains ont exprimé des inquiétudes quant à la possibilité qu'une telle installation soit construite dans une région où se produisent des tremblements de terre et se sont demandé quels seraient les impacts possibles d'un séisme survenant à l'endroit où se trouve une caverne rocheuse peu profonde.

Lors des discussions sur le [monticule ouvragé de confinement](#), certains participants ont dit que cette option leur paraissait valable, puisqu'on y a déjà recours au Canada et dans d'autres pays. D'autres commentaires ont été formulés concernant le faible impact de cette option sur les collectivités avoisinantes, la priorité accordée à la protection de

l'environnement, le faible impact visuel sur le terrain et la perception que le terrain utilisé serait restauré à un état plus naturel. Certains ont exprimé leur inquiétude quant à la possibilité que des animaux sauvages circulent sur les monticules, broutent de l'herbe potentiellement contaminée et soient ensuite chassés et consommés. D'autres ont suggéré que cette option serait préférable, car elle ne serait pas située en profondeur, resterait accessible et permettrait aux gens de continuer à porter attention au monticule et à l'entretenir dans le futur.

Des participants ont ajouté que tous les documents présentés étaient très techniques et fondés sur la science occidentale, mais qu'ils n'intégraient pas les différentes visions du monde sur lesquelles notre évaluation des options pourrait s'appuyer. Il est important de penser à l'aspect humain et aux personnes qui seront touchées par ces installations, et d'explorer les effets positifs et négatifs que pourraient avoir les éventuels projets. En outre, certains participants se sont dits préoccupés par la façon dont les contraintes de coût et de temps peuvent influencer le choix des installations, la qualité des matériaux utilisés, la rigueur des mesures de sûreté, l'élaboration des plans d'intervention d'urgence pour toutes les collectivités autochtones touchées (même pour le transport), ainsi que les outils et la formation sur la préparation et la mise en oeuvre des plans, et ont demandé que les producteurs d'énergie nucléaire se dotent de plans d'intervention d'urgence adéquats. Des participants ont aussi dit s'inquiéter de l'impact qu'aurait une telle option sur les personnes travaillant dans les installations, et ont soulevé la nécessité de garantir la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que prévoir une assurance qui garantirait la prestation d'une aide en cas d'effets à long terme sur la santé.

Bien que des opinions divergentes aient été exprimées au sujet de l'intendance perpétuelle, la majorité des participants estimaient qu'il s'agissait d'une meilleure option parce qu'elle reflète l'approche axée sur le suivi apporté, parce qu'ils entrevoyaient la possibilité que les déchets soient réutilisés à l'avenir et parce que la présence d'installations d'intendance perpétuelle rappellerait aux générations futures l'importance de produire moins de déchets. Certains participants ont indiqué que le stockage ne résoudrait pas le problème, estimant que cette méthode se résume à rendre les déchets invisibles en les abritant ou en les enterrant profondément dans le sol. L'intendance perpétuelle a été perçue comme une solution plus réaliste dans la mesure où on ne prétend pas avec elle que les déchets vont « s'en aller ». Des participants ont indiqué que la réalité est que les déchets se trouvent sur notre mère la Terre, qu'ils soient enterrés profondément ou non, et que de maintenir les déchets en surface permettrait de nous rappeler les conséquences de nos choix en tant que société et nous inciterait à réduire notre production de déchets pour ne pas avoir à continuer à nous occuper de ces problèmes.

Toutefois, certains participants estimaient que cette solution ne servait qu'à léguer le problème de la gestion des déchets radioactifs aux générations futures et qu'il y avait un risque que ces déchets soient oubliés ou mal gérés dans le futur. Des participants ont parlé de la responsabilité que nous avons envers les sept générations qui nous suivront et du fait que l'intendance perpétuelle ferait porter à la population future la responsabilité des déchets produits aujourd'hui. Ils ont dit qu'il serait préférable de ne pas repousser le problème en espérant qu'une meilleure solution se pointe dans le futur, et que nous devrions utiliser les ressources actuelles pour trouver dès maintenant des moyens appropriés de stocker les déchets.

Les participants n'ont pas fait part de leurs réflexions ou de leurs opinions sur [l'enceinte de béton](#).

Nous avons entendu que puisque les déchets sont produits autour de collectivités autochtones, ces collectivités devraient diriger les conversations sur l'intendance des terres.

Les collectivités autochtones possèdent un savoir traditionnel et devraient avoir la première voix au chapitre concernant toute construction qui perturberait la terre, menacerait les sources d'eau et aurait un impact sur les usages traditionnels. Des rôles doivent être donnés aux générations futures et intégrés dans le plan afin d'assurer la continuité de la prise en charge et de la surveillance du transport des déchets, et il faut s'assurer que les retombées économiques seront partagées avec la ou les collectivités locales consentantes. Certains estimaient que cette approche correspond à l'intendance perpétuelle.

Les participants en faveur de la **centralisation** des déchets ont mentionné comme justifications que cette approche aurait un moins grand impact sur les terres, l'environnement et la faune, que sa gestion logistique serait plus facile et économique. D'autres ont dit qu'il serait préférable de garder les déchets près de l'endroit où ils sont produits plutôt que de les déplacer ou de les entreposer dans un endroit éloigné ou dans une zone vierge où il faudrait construire de nouvelles infrastructures. Les considérations relatives à la centralisation par rapport à la décentralisation comprennent l'impact du transport des déchets dangereux sur les terres traditionnelles et la réduction des émissions de carbone. Nous avons entendu que le coût du transport ne devrait pas être le seul élément à soulever pour déterminer si une installation centralisée doit être construite ou non. Les répercussions potentielles sur les collectivités autochtones qui sont déjà l'hôte d'une partie des déchets radioactifs doivent être tout autant prises en compte que les considérations liées au transport.

Les participants qui étaient en faveur d'une décentralisation ont cité comme justifications le fait de ne pas accabler une région ou une collectivité en particulier, l'équité et la justice environnementale et la réduction des risques associés au transport. D'autres considérations liées à l'emplacement ont été soulevées par les participants, notamment la nécessité de situer les installations plus loin des villes et des collectivités autochtones.

Des participants ont dit qu'il est important de tenir compte des conditions uniques du Canada lorsque nous envisageons une approche standard de stockage. Nous avons entendu que le Nouveau-Brunswick ne devrait pas être considéré comme un bon emplacement pour le stockage des déchets nucléaires, car la région n'est pas géologiquement stable. Nous avons entendu que les rapports d'analyse comparative fournis portaient sur des pays plus petits que le Canada, et les participants se demandaient comment les installations proposées fonctionneraient ici. Il a également été mentionné que le climat froid et la possibilité de dommages causés par des catastrophes naturelles devraient influencer les décisions canadiennes relatives aux installations et aux options possibles.

**L'impact sur les terres et l'environnement** doit être une considération prioritaire lorsque l'on réfléchit à tout projet et à la mise en oeuvre de la SIDR. La plupart des participants avec lesquels nous avons échangé ont cité la protection des terres comme étant la plus haute des priorités. Ils ont insisté sur le fait que nous devons garantir que le projet n'aura pas d'impact néfaste sur les habitats écologiques et instaurer des pratiques de restauration pour les sites qui peuvent être ramenés à leur état naturel. Les sources d'eau doivent être évitées et l'océan ne doit pas être considéré comme une option valable pour la mise en oeuvre de projets nucléaires ou pour l'entreposage ou le stockage de matières nucléaires, aujourd'hui ou à l'avenir.

Nous avons entendu qu'il est difficile de se faire une idée mentale de la durée de vie des matériaux radioactifs, qui est de plus de 300 ans, et de la viabilité des installations choisies aujourd'hui. Les considérations à long terme doivent notamment tenir compte de l'évolution de notre environnement que causeront les changements climatiques. Il y a de plusieurs années, les participants ne pensaient pas aux impacts que nous observons aujourd'hui au

Nunavut – qu'en sera-t-il dans de nombreuses années? Nous devons tenir compte des nombreuses générations qui nous suivront et intégrer le savoir traditionnel autochtone à notre planification pour préparer les jeunes si l'intendance perpétuelle est envisagée comme option. Il sera important de faire preuve d'innovation et de souplesse, d'encourager de manière soutenue la recherche et de tenir compte des répercussions que d'éventuelles catastrophes naturelles pourraient avoir sur les sites de stockage.

Pour déterminer la meilleure option à adopter, des participants ont indiqué que nous devons faire en sorte qu'une surveillance environnementale soit en place, en particulier pour ce qui est de l'eau et de la qualité de l'eau. Si aucune mesure n'est prise pour surveiller activement les changements subis par l'eau, le sol et les plantes, nos ressources pourraient subir des dommages permanents.

Nous avons entendu que les impacts sociaux devraient être pris en compte lors du choix de l'emplacement des nouvelles installations. Si une collectivité est prête à accueillir une installation, à quoi ressemblerait-elle si elle était située sur une réserve? Le projet apporterait-il suffisamment de retombées économiques et de postes spécialisés pour avoir un impact positif et compenser les éventuelles répercussions environnementales? Quelles mesures seraient prises – au sein d'une réserve – pour favoriser l'inclusion et la communication avec ceux qui y vivent, pour assurer leur protection, etc.

#### *Qui devrait être responsable de la mise en oeuvre de la Stratégie?*

Les discussions tenues pour déterminer qui devrait être responsable de la mise en oeuvre de la Stratégie ont suscité de nombreuses réflexions et opinions sur l'importance d'une collaboration entre les multiples intervenants et ont mis en évidence les rôles importants que doivent jouer les gouvernements fédéral et provinciaux, les administrations municipales, les collectivités/titulaires de droits autochtones et les producteurs de déchets nucléaires. Plusieurs participants ont également jugé que la SGDN devrait être l'organisation chargée de la mise en oeuvre de la SIDR. La mise en oeuvre n'est pas seulement une question de responsabilité, c'en est aussi une de participation.

Les groupes et collectivités autochtones sont des titulaires de droits et non des parties prenantes. La référence aux parties prenantes concerne les gouvernements, l'industrie et les producteurs de déchets, de même que les collectivités municipales locales. C'est pourquoi il est impératif de veiller à ce que les peuples autochtones participent, au même titre que les autres acteurs de l'industrie, à la mise en oeuvre de la stratégie ainsi qu'à tout projet semblable en cours de planification ou d'exploitation. De plus, des représentants des nations autochtones hôtes devraient être inclus à toutes les étapes.

Parmi les thèmes communs dégagés des commentaires des participants figurait la nécessité de veiller à ce que des efforts soient faits dans les domaines de la **réconciliation**, de la **communication**, de la **transparence** et de la **responsabilité**, c'est-à-dire de la reddition de comptes. Pour tout processus de concertation, il est essentiel de soutenir dans le temps un dialogue et des mécanismes de rétroaction efficaces, et l'industrie doit avoir la volonté d'écouter et d'être ouverte aux nouvelles idées et approches qui pourraient découler de la collaboration avec les collectivités autochtones. Il s'agit d'une nécessité si nous voulons favoriser les partenariats et la réconciliation. Les participants ont également reconnu que la participation d'un plus grand nombre de parties prenantes alourdirait quelque peu le processus parce que les divers intervenants constitueraient des contrepoids les uns pour les autres, mais estimaient que l'outil de mise en oeuvre résultant serait plus robuste.

Il a été noté qu'il sera important de solliciter l'avis des experts et de l'industrie, mais qu'il sera tout autant de dialoguer avec les collectivités autochtones lors de la création et de la

mise en oeuvre des sites de stockage à long terme. Les collectivités autochtones des régions à l'étude et les collectivités hôtes potentielles doivent **participer** à chaque étape de tout projet nucléaire, c'est-à-dire à son élaboration, à sa construction, à son exploitation et à sa surveillance, peu importe l'envergure du projet.

Il a également été suggéré qu'une nouvelle entité d'État soit créée pour superviser l'industrie nucléaire croissante, surveiller les nouveaux sites découlant de la mise en oeuvre de la Stratégie et travailler avec les producteurs en vue de faire respecter les exigences de sûreté et la réglementation. La mise en oeuvre doit être une affaire de détails et être axée sur la protection de l'environnement, la protection des personnes et une véritable consultation des collectivités touchées.

Les participants ont suggéré d'inclure les collectivités directement touchées par le **transport** dans les programmes d'**éducation** et de **communication**. Plus précisément, les participants ont monté un intérêt pour l'éducation du public et pour la formation des premiers intervenants sur les questions liées au domaine nucléaire et ont suggéré d'organiser des réunions locales périodiques pour faire le point sur ce qui se déroule sur les sites nucléaires. Nous avons entendu qu'il conviendrait de créer des postes, tels que des postes permanents d'agents de liaison avec les collectivités ou d'analystes des politiques touchant l'énergie nucléaire, lesquels deviendraient des ressources dont le rôle serait de fournir des mises à jour internes/externes sur les travaux réalisés dans les territoires traditionnels. Pour établir des relations fructueuses, il sera important d'impliquer les collectivités et de travailler de manière soutenue avec les collectivités autochtones, y compris avec les jeunes et les aînés. D'autres activités ont été suggérées, parmi lesquelles celles de collaborer sur le plan de la surveillance avec les collectivités autochtones, de soutenir l'autodétermination et l'autonomie gouvernementale en travaillant avec les groupes autochtones existants qui ont les capacités voulues, et de contribuer au développement de telles capacités lorsqu'elles sont inexistantes.

De plus, les collectivités métisses doivent diriger les activités de concertation qui touchent leurs collectivités et leurs citoyens, et jouer un rôle dans la mise en oeuvre de la Stratégie.

Les participants ont indiqué qu'il est important de faire preuve de **transparence** par rapport aux travaux effectués, à l'information associée et aux dangers potentiels, ainsi que d'identifier toutes les parties prenantes concernées, depuis l'industrie nucléaire jusqu'au gouvernement. Cela fait partie de l'éducation qui doit être fournie pour que les collectivités autochtones soient en mesure d'apporter leur contribution et d'aider à orienter les plans de mise en oeuvre.

La **responsabilité** à l'égard des problèmes hérités du passé, des préoccupations actuelles et des impacts négatifs éventuels doit être une priorité pour l'industrie nucléaire. Certains participants ont suggéré que soit créé un comité de surveillance de la mise en oeuvre de la Stratégie, qui comprendrait des représentants des peuples autochtones et des parties prenantes. Si un tel comité est créé, toutes les parties se tiendront mutuellement responsables. Les participants ont indiqué qu'il serait préférable que ce comité soit sans but lucratif et non partisan.

La **concertation** a été un thème majeur des discussions sur la mise en oeuvre de la stratégie. Les participants autochtones ont souligné l'importance de travailler étroitement avec les parties prenantes de l'industrie et ont souligné la nécessité d'une concertation permanente consolidée par des boucles de rétroaction et un dialogue ouvert avec les collectivités autochtones. Ils ont indiqué que les tables rondes, les ateliers et les conversations entre les multiples parties prenantes sont des formes de concertation qui peuvent faciliter le dialogue.

La **justice environnementale** a constitué un thème commun. L'histoire de la justice environnementale, ou du racisme environnemental, au Canada et les préjudices causés aux collectivités autochtones et aux terres traditionnelles sont de mieux en mieux connus. Des participants ont dit que les territoires désignés comme des réserves au Canada représentent moins de deux pour cent de la superficie de terres du pays, mais que les projets de développement et industriels visent souvent ces régions et polluent des ressources précieuses essentielles à la santé, à la sécurité et aux pratiques traditionnelles des Autochtones. Ces faits doivent être reconnus et une telle chose ne doit pas se produire avec l'industrie nucléaire. Les conséquences pour les collectivités autochtones pourraient être graves et la sécurité de la population et des générations futures doit constituer une priorité absolue. Nous avons également entendu que les lois autochtones en matière d'environnement et de consultation doivent être prises en compte et respectées sur les territoires traditionnels des Nations autochtones.

## Commentaires sur ceux qui doivent participer

Les participants ont clairement indiqué le **gouvernement fédéral** et les **administrations locales** doivent participer à la mise en oeuvre de la SIDR : le gouvernement fédéral pour assurer une surveillance à l'échelle nationale et les administrations locales parce qu'elles connaissent mieux leur région que les fonctionnaires provinciaux ou fédéraux. Les administrations locales doivent veiller à ce qu'une collaboration adéquate soit établie avec leurs électeurs et les collectivités autochtones.

Certains participants autochtones ont également indiqué qu'il était nécessaire que la **Commission canadienne de sûreté nucléaire** prenne l'initiative relativement aux questions d'emballage et d'entreposage, car c'est elle qui doit veiller à ce que les déchets soient gérés et entreposés correctement. De plus, il a été reconnu que puisque les producteurs d'énergie nucléaire paient pour la recherche, celle-ci devrait être soutenue par les gouvernements fédéral et provinciaux afin de s'assurer qu'elle est réalisée par des groupes fiables. Les participants ont mentionné que la recherche pourrait permettre de trouver de nouvelles façons de recycler les déchets nucléaires.

En se fondant sur le principe du « pollueur-payeur », plusieurs participants ont dit estimer que les **producteurs de déchets** doivent assumer une plus grande responsabilité au regard de la SIDR, en plus de couvrir les coûts de stockage et de gestion des déchets. De plus, certains participants ont indiqué qu'une partie des coûts associés au stockage pourrait également être assumée par les grands consommateurs d'énergie. Il a aussi été noté qu'il serait important que l'organisme responsable soit indépendant des producteurs de déchets et de veiller à ce que la relation entre ces deux groupes ne devienne pas trop étroite.

Nous avons également entendu dire qu'il serait important que l'industrie nucléaire s'efforce d'établir des relations avec les collectivités autochtones et s'engage à favoriser la réconciliation pour que les problèmes émergents soient adéquatement traités et pour favoriser une intendance intergénérationnelle. Des participants ont dit que prendre le temps qu'il faut pour bâtir et entretenir des relations, la confiance et la coopération, sur une base continue, en particulier en termes de longévité, de communication et de transparence, était essentiel pour résoudre les problèmes et outiller les générations futures pour bien gérer les projets favorisera la réconciliation. Nous avons entendu dire qu'un juste équilibre devra être trouvé entre l'urgence d'agir et le devoir pour le Canada de remplir son engagement de favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones.

Les annexes suivantes sont les mémoires préparés par des groupes autochtones au sujet de la SIDR :

- Les annexes A à F ont été incluses dans le premier rapport *Ce que nous avons entendu lors de nos activités de concertation menées avec les Autochtones*.
- Les annexes G à I sont de nouveaux mémoires transmis pour le deuxième rapport *Ce que nous avons entendu lors de nos activités de concertation menées avec les Autochtones*.
- Les mémoires fournis dans les annexes plus bas sont présentés dans la langue dans laquelle ils ont été produits.

## Annexes et glossaire

### Annexe A – Mémoire des Algonquins de Pikwakanagan, Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs, 4 octobre 2021



## Algonquins of Pikwakanagan First Nation

### Appendix 1: AOPFN Recommendations to NWMO

<p><i>Recommendation #1: To begin to address past wrongs and disregard for AOPFN rights and achieve NWMP's Reconciliation Policy, we ask that NWMO integrate AOPFN's requirements and principles related to nuclear sector projects in the development of the ISRW. AOPFN will happily support NWMO in adapting our requirements and principles to the context of the ISRW. It is important for Canada to work with all Nations to ensure policy adapts to the needs and interests of each specific Nation.</i></p>	<p>P. 4</p>
<p><i>Recommendation #2: NWMO will need to work collaboratively with Indigenous groups to determine how to integrate Indigenous rights and interests, including FPIC in the ISRW. To begin this process, we support the establishment of a nation-to-nation decision-making table that brings together relevant government departments and interested Indigenous governments. The table will be tasked with jointly developing, reviewing, and implementing the modernized policy. This table will help align Canada's ISRW with the principles of UNDRIP, especially FPIC, and with principles put forward by Indigenous peoples, including AOPFN's nuclear sector principles. While we acknowledge the important work that the Council of Elders and Youth does, it is important to ensure representatives from all Nations, especially those that have been previously impacted by nuclear project, have a say in the development and implementation of the ISRW. AOPFN Is happy to provide input on how to develop the table, what their role should be, and how they can work with the Council and Elders and Youth.</i></p>	<p>P. 4</p>
<p><i>Recommendation #3: In consultation with Indigenous groups impacted by the nuclear sector, NWMO should integrate specific reference to the "Willing Host" principle in the ISRW as it relates to the siting of permanent radioactive waste disposal facilities.</i></p>	<p>P. 6</p>
<p><i>Recommendation #4: the ISRW must specify that future undertakings generating radioactive wastes will be authorized to proceed <u>only if</u> appropriate disposal facilities have also been approved. AOPFN acknowledges this requirement would only be viable if sufficient time is provided to allow for the approval of the facilities and therefore supports a delay period until the requirement would come into effect. Nonetheless, we assert that such a requirement is necessary to promote the timely development of final disposal facilities, which is an urgent matter that should be high on the federal government's priority list.</i></p>	<p>P. 7</p>



## Algonquins of Pikwakanagan First Nation

<p><i>Recommendation #5: Regulatory instruments and financial incentives be considered in the ISRW to minimize radioactive waste be integrated when developing the ISRW.</i></p>	<p>P. 7</p>
<p><i>Recommendation #6: Canada integrate requirements into the ISRW for proponents to seek explicit permissions of impacted Indigenous groups prior to transporting and storing radioactive wastes through or in their traditional territories.</i></p>	<p>P. 8</p>
<p><i>Recommendation #7: The ISRW include concrete measures to accelerate the creation of permanent waste disposal facilities, in a manner that does not infringe on the rights of potentially impacted parties and communities.</i></p>	<p>P. 8</p>
<p><i>Recommendation #8: Decommissioning decision-making processes must be based on clearly defined end-state objectives established in a joint forum between Canada, proponents and impacted Indigenous groups, prior to the development of decommissioning proposals (in all but emergency situations). In particular, those objectives should be aligned with likely long-term land-uses that will exist after decommissioning. Further, and consistent with the precautionary principle, it should be assumed that future land uses may include scenarios that include: a) extensive human use (including residency) in the vicinity of residual radionuclides; b) that physical containment and institutional controls may not perform as intended; and c) that land users are unaware of any associated risks.</i></p>	<p>P. 9</p>
<p>Recommendation #9: The following critically important policy considerations should be incorporated into the ISRW:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● <u>Intergenerational Impacts</u> – Consistent with IAEA and other environmental guidance, decommissioning strategies should not result in undue environmental, health and safety financial and other impacts to future generations.</li> <li>● <u>Institutional Care</u> – Decommissioning strategies should rely on long-term institutional care only in situations where approaches that have more passive long-term care requirements are not technically viable and effective.</li> <li>● <u>Consolidation</u> – To the greatest degree possible, radioactive wastes should be disposed in a small number of centralized, permanent and purpose-built facilities.</li> </ul>	<p>P. 9</p>



## Algonquins of Pikwakanagan First Nation

<ul style="list-style-type: none"> <li>● <i><u>Willing Hosts</u> – Decommissioning strategies must be acceptable to local communities, as confirmed through plebiscites, referenda or other similar mechanisms.</i></li> <li>● <i><u>Compensation</u> – Impacted communities should be adequately compensated.</i></li> <li>● <i><u>Indigenous Interests</u> – The modernized policy framework must fully conform with Canada’s international commitments as they relate to Indigenous interests. This includes UNDRIP which requires that Canada “ensure that no storage or disposal of hazardous materials shall take place in the lands or territories of indigenous peoples without their free, prior and informed consent”.</i></li> <li>● <i><u>In-Situ Decommissioning</u> – In-situ decommissioning needs to be recognized as a poor to unacceptable choice for ultimate disposal of nuclear reactors, including “legacy” reactors, in keeping with IAEA’s guidance on this topic, and the reality that this is the creation of a permanent, unplanned, near surface, radioactive waste disposal facility that is by definition more risky than deep geological deposition.</i></li> </ul>	
<p><i>Recommendation #10: The ISRW should address the following gaps in waste disposal:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● <i><u>Precautionary Principle</u>: The selection of preferred waste disposal approaches must give due consideration to uncertainty related to future land use and the performance of waste disposal facilities. To mitigate the risks associated with this uncertainty, the policy must be grounded in the precautionary principle.</i></li> <li>● <i><u>Temporal Scope</u>: The design of radioactive waste disposal facilities should be based on an explicitly defined temporal scope. That temporal scope should correspond to the predicted duration of the radioactive waste hazard. Selected radioactive waste disposal approaches must be proven to perform effectively throughout the entire temporal scope, without active care and maintenance.</i></li> <li>● <i><u>Resiliency</u>: Selected radioactive waste disposal approaches must be proven to be resilient under the full range of potential environmental conditions that could</i></li> </ul>	<p>P. 9</p>



---

## Algonquins of Pikwakanagan First Nation

---

credibly occur during the temporal scope. These include but are not limited to geomorphic change (e.g., through glaciation or hydrology) and climate change.

- *Passive Management*: To the greatest degree possible, radioactive waste disposal approaches should not require active care and maintenance and/or institutional controls to limit radioactivity exposures to humans or other biota.
- *Funding*: The policy must ensure that adequate funding is provided by the proponent or owner to manage the long-term hazards of radioactive wastes. This includes both the initial capital costs of constructing disposal facilities and any long-term investments that may be necessary to ensure wastes remain appropriately contained in the future. All required funds should be deposited in a form (e.g., financial trust) that prevents it from being re-appropriated for other purposes. This requirement should also apply to government-funded waste-disposal projects; government priorities change over time and there needs to be assurances that sufficient funds are secured for long-term management of radioactive wastes. Funding should include compensation for potential impacts to Nations. Compensation should be provided for both bio-physical impacts and psycho-social impacts experienced by the communities. Government and regulators should only authorize projects to proceed in instances where adequate compensation has been provided.

## Annexe B – Mémoire de la Métis Nation of Ontario, Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs, 21 octobre 2021.

### **Background**

The Nuclear Waste Management Organization is an independent not-for-profit organization established in 2002 by Canada's nuclear electricity producers to implement a long-term disposal strategy for Canada's high-level radioactive waste. In 2020, the NWMO was tasked with also leading the development of a new strategy to safely manage Canada's low and intermediate-level wastes. High-level waste is produced in the reprocessing of spent nuclear fuel, requiring careful management over the very long term. In comparison to high-level wastes, intermediate and low-level wastes are much less threatening to human health and relatively short-lived, requiring isolation for only several hundred years rather than thousand. However, 97% of waste produced is classified as low or intermediate presenting challenges of volume. Low-level waste can consist of a variety of industrial items including mops, rags, cloths, clothing and soils while intermediate typically includes materials found in reactor systems such as resins, filters and components. The NWMO's first step in developing its strategy for the management of low and intermediate-level wastes is engaging with the public on the topic. Through this engagement, the NWMO will identify the preferred approach to managing Canada's low and intermediate-level waste.

### **Primary Objectives**

Seven online engagement sessions were scheduled for the Metis Nation of Ontario's nine regional consultation committees to provide their input on the strategy for managing Canada's low and intermediate level waste. Across the seven sessions, two main objectives were identified by the RCCs for the implementation of the strategy.

**Safety:** The safety of the public and environment was a primary concern across all regions. Waste transportation and facility design were the two primary focuses for this topic and further discussion is recommended to allow for informed decision making. Attendees suggested that transportation should be minimized to reduce greenhouse gas emissions and risk of error. While waste should be disposed of in a smaller number of secure facilities, preferably away from water, to maximize safety.

**Engagement :** The RCCs valued the opportunity to provide their input in the development of the strategy and emphasized the importance of continued engagement. Attendees recommended a transparent process which makes stakeholder willingness imperative and allows for their continued involvement throughout the strategy's development.

### **Facility Design**

During each session, attendees were asked whether they preferred a strategy which involves a greater number of storage facilities in close proximity to the waste producing sites or fewer centrally located facilities. The RCCs generally favoured a single or small number of facilities to reduce the risk of error and minimize the amount of land contaminated. A number of attendees believed that the fairest way to select these sites was through the implementation of a volunteer-based community selection process which was employed in the high-level waste strategy. The Region 7 Consultation Committee added that the chosen site/s would be preferably located away from water while other regions suggested the chosen community be one which has benefitted from and has less aversion to the nuclear industry.

While most attendees generally supported fewer storage facilities, there was also a conflicting desire to minimize waste transportation as much as possible. This sentiment was attributed to a number of concerns including the greenhouse emissions resulting from transport, the perceived threat to the environment and public as well as the restrictive capacity and condition of roadways. A more detailed analysis of the pros and cons of each option would likely be necessary for participants to make an informed decision between the tradeoffs of each desired option.

When discussing facility design, the RCCs generally preferred Deep Geological Repositories for storing intermediate and sometimes low-level waste. The DGR was favoured for its isolation from the external environment and its modern design. Many attendees also saw the potential to minimize cost and risk by including intermediate and low-level waste within the proposed high-level facility. A suggestion unique to the Region 2 Consultation Committee was the conversion of suitable closed mines to nuclear waste storage facilities. For future consultation on this topic, a more in-depth discussion on alternative storage options would be effective in ensuring attendees are capable of making an informed decision. In comparison to other potential storage facilities, the general knowledge and familiarity with DGRs is far greater among the MNO's RCCs due to ongoing consultation on the DGR project.

### **Implementation**

When discussing the preferred implementation of this strategy, the RCCs often expressed their satisfaction towards the NWMO's implementation of Adaptive Phased Management. An independent body funded by Canada's energy producers with oversight by the crown was often favoured for the implementation of this project and the creation of a new body was generally seen as redundant. The crux of this trust in implementing the strategy was the continued consultation with indigenous and other stakeholders as the strategy develops. Collaboration and information sharing with other waste producing nations was also viewed positively, omitting the disposal of international waste within Canada. It was also recommended that the strategy remain adaptable and open to reevaluation over time.

### **Next Steps**

The introductory management of low and intermediate-level waste strategy sessions with the MNO RCCs were effective in establishing important topics of discussion and objectives for the strategy's development. For future engagement, the MNO LRC recommends a focused discussion of potential disposal facility design options and a cost benefit analysis for reducing the number of facilities or transportation vehicles. These focused discussions would allow the committees to more effectively evaluate these topics and make informed decisions. There was interest expressed during these sessions to include the broader Metis and youth perspective through follow-up meetings and information sessions.

## Annexe C – Mémoire des Kebaowek, Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs, 10 décembre 2021



**KEBAOWEK FIRST NATION  
110 OGIMA STREET  
KEBAOWEK (QUEBEC)  
J0Z 3R1**

**TEL: (819) 627-3455**

**FAX: (819) 627-9428**

[www.kebaowek.ca](http://www.kebaowek.ca)

---

Karine Glenn, P.Eng., Ing.  
Strategic Project Director  
Nuclear Waste Management Organization  
22 St. Clair Avenue East, Sixth Floor  
Toronto, Ontario M4T 2S3

December 10, 2021.

By email: [kglenn@radwasteplanning.ca](mailto:kglenn@radwasteplanning.ca);

By online submission: <https://radwasteplanning.ca/content/tell-us-what-you-think>

Dear Ms. Glenn

Thank you for reaching out to Kebaowek First Nation regarding submissions to Canada's Integrated Strategy for Radioactive Waste and notifying us in advance of today's deadline December 10, 2021 to submit comments.

We are writing to inform you directly of the reasons Kebaowek First Nation can not participate in the Nuclear Waste Management Organization process related to waste management strategies and other activities related to an NWMO-led development of radioactive waste management strategies include the following:

1. Federal radioactive waste policies of which Kebaowek First Nation are commenting on should be developed before Industry-led radioactive waste management strategies are developed. Natural Resources Canada has notified us that they will be releasing draft policies for our review in the near future as we are in a formal consultation agreement for this purpose.
2. The nuclear industry should not be in charge of developing Canada's radioactive waste management strategies. The NWMO is made up of Ontario Power Generation, Hydro Quebec and New Brunswick Power, the three provincial power companies that own nuclear reactors. Ontario Power Generation has majority control.
3. The Nuclear Waste Management Organization's mandate is limited to nuclear fuel waste. The development of management strategies for non-fuel waste from activities such as uranium mining and processing, reactor decommissioning, and isotope production is outside the NWMO's legal mandate and scope of operations.

4. KFN does not support the nuclear industry unilaterally developing an "integrated radioactive waste strategy". Our understanding is this exercise began some years ago and is described in the Canadian 7th National Report for the Joint Convention on Spent Fuel Management which states that "The first output of this industry-led exercise on preparing an integrated radioactive waste strategy is expected in 2020". Kebaowek First Nation supports environmental non-governmental organizations and other civil society groups in not engaging with the Nuclear Waste Management Organization and this process as it is a primarily industry-led exercise has been underway for years without meaningful participation of Indigenous Nations.

In conclusion, we support Nuclear Waste Watch correspondence to your organization and can not be persuaded that the NWMO is sincere in your efforts to engage Indigenous Nations. It is the duty of the Federal Crown to be accountable to our Section 35 and inherent rights and title to our territories as it relates to radioactive waste and further reconciliation of our values, interests and needs in radioactive waste policy. While we have been disappointed in the timing aspects of the Natural Resources Canada radioactive waste policy review process, Kebaowek First Nation is participating, and we will continue to do so.

Meegwetch



Councillor Justin Roy  
Kebaowek First Nation  
Lands and Resources Department

Cc/ Jim Delaney, Natural Resources Canada

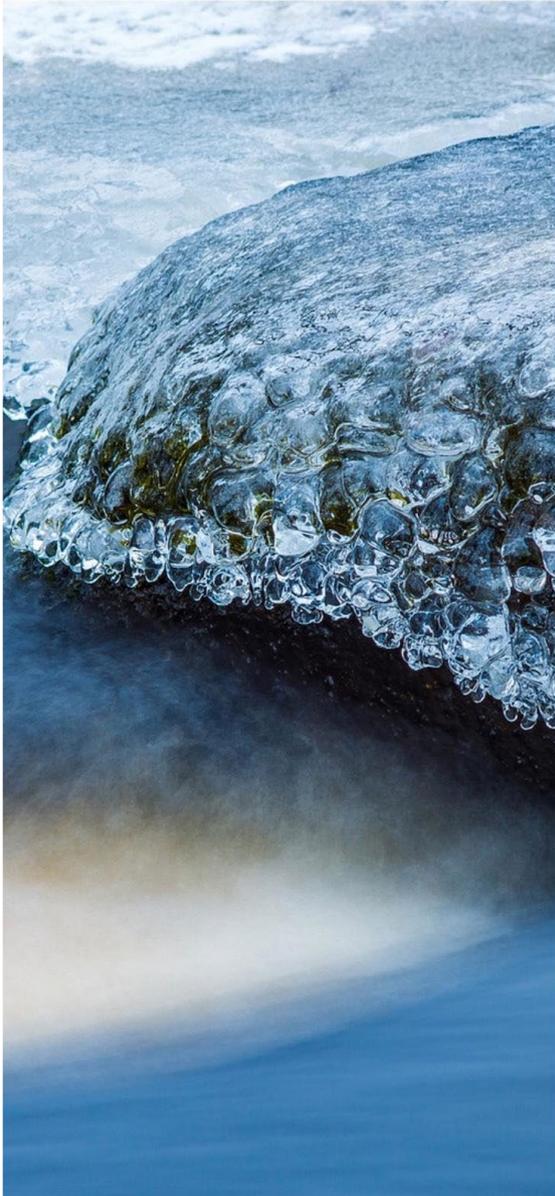


GRAND COUNCIL TREATY #3



# GRAND COUNCIL TREATY #3 INTEGRATED RADIOACTIVE WASTE STRATEGY COMMENTS

DECEMBER 30TH, 2021  
PREPARED BY THE TERRITORIAL PLANNING UNIT



## TABLE OF CONTENTS

---

THE ANISHINAABE NATION IN TREATY #3 .....	3
BACKGROUND .....	4
FEEDBACK .....	5
A. CONSIDERATIONS	
B. CONCERNS	
C. RECCOMENDATIONS	
MANITO AKI INAKONIGAAWIN .....	8
THE NIBI DECLARATION .....	12
NEXT STEPS .....	13
CONCLUSION .....	14

# THE ANISHINAABE NATION IN TREATY #3

Grand Council Treaty #3 (GCT#3) is the traditional government of the Anishinaabe Nation in Treaty #3. Grand Council encompasses 28 communities across the Territory. Grand Council's mandate is to protect the future of the Anishinaabe people by ensuring the protection, preservation and enhancement of inherent and treaty rights. The Territorial Planning Unit (TPU) is the department within Grand Council that works with the Treaty #3 Leadership to protect the lands, water and resources within the 55,000 square miles that make up Treaty #3 Territory. The TPU is guided by Anishinaabe Inakonigaawin (Anishinaabe Law), including Manito Aki Inakonigaawin (Great Earth Law) and the Treaty #3 Nibi (Water) Declaration.

Treaty #3 Territory is governed by Anishinaabe law, including Manito Aki Inakonigaawin and the Nibi Declaration. Manito Aki Inakonigaawin represents respect, reciprocity and responsibilities with all relations of Mother Earth. The law signifies the duty to respect and protect lands that may be effected from over-usages, degradation, unethical and unsustainable processes. The law is unique to Treaty #3 Territory and passed on through our Elders and Knowledge Keepers.

The Nibi Declaration represents respect, love, and the sacred relationship with nibi (water) and the life that it brings. It is based on teachings about water, lands, other elements such as air and wind, and all of creation. The Declaration is meant to preserve and share knowledge with youth and future generations. The Declaration guides us in our relationship with nibi so we can take action individually, in our communities and as a Nation to help ensure healthy, living nibi for all of creation.

Read more about Manito Aki Inakonigaawin and the Nibi Declaration on page 8.

# BACKGROUND

The Anishinaabe Nation in Treaty #3 brings unique Anishinaabe Knowledge to the Integrated Strategy on Radioactive Waste discussion, including the understanding of how Manito Aki Inakonigaawin (Great Earth Law) applies in Treaty #3 Territory. The law is unique to Treaty #3 Territory and passed on through Elders; meaning no other Nation is able to incorporate the same knowledge into a process that is guided by Manito Aki Inakonigaawin. Understanding how Anishinaabe Knowledge is properly incorporated into advice-seeking (regulatory) processes and Treaty #3 Leadership decision-making, requires the Crown and proponents to abandon the hope of creating a pan-Indigenous strategies. This report is intended to provide feedback to the Nuclear Waste Management Organization in regards to Treaty #3 values for the Integrated Radioactive Waste strategy.

Treaty #3 Communities have a right to meaningful consultation and engagement. During the COVID-19 pandemic there has been ongoing restrictions hindering the ability to have in-person engagement with Treaty #3 Communities. Treaty #3 looks forward to moving ahead with meaningful in-person engagement, however, Treaty #3 does not support the notion that this engagement and report fulfils the duty to consult.

The Nation is extremely rich with Anishinaabe Knowledge, which is completely unique to the region. This knowledge in our area is mostly unwritten and can only be learned through discussions with Elders and Knowledge Keepers.

One application of the traditional laws is Manito Aki Inakonigaawin, which is a guiding framework in the decision making process of the Anishinaabe Nation as it relates to activities impacting the Treaty #3 Territory. In this Anishinaabe framework, there is a both a community decision making process and a Nation based decision making process that is outlined which are: application, engagement/consultation, authorization, and compliance and monitoring. This significantly increases the value-added to the Integrated Radioactive Waste discussion to continue to support and invest into Anishinaabe law in Treaty #3.

**B. Engagement Concerns**

- Individual community engagements to develop the strategy were not held
- Inadequate levels of in-person meaningful engagement with Treaty #3 were had
- Elders, Knowledge Keepers and Youth were not adequately engaged

**C. Recommendations**

- Manito Aki Inakonigaawin and the Nibi Declaration must guide future discussions in regards to the strategy
- NWMO must learn and respect Manito Aki Inakonigaawin and the Nibi Declaration
- Treaty #3 laws and rights must be upheld and respected first and foremost
- There must be inclusions of Anishinaabe and Treaty rights and laws through further engagement with Treaty #3
- Further engagement with Treaty #3 communities need to be held to develop next steps
- Conduct meaningful, in person and consistent engagement with Treaty #3 through follow-up sessions
- Elders and Knowledge Keepers guiding ceremony are necessary to this process
- Anishinaabe Knowledge and Western Science must be considered and respected on equal footing
- Cumulative impacts must be incorporated



# FEEDBACK

## A. Concerns

- The current methods of dealing with radioactive waste in Canada do not harmonize with Treaty #3 Anishinaabe Inakonigaawin processes and principles
- Treaty #3 values are not incorporated
- As agreed upon in the signing of Treaty #3, Treaty #3 Communities jurisdictional issues are discussed internally, approved and proceeded with under Manito Aki Inakonigaawin, not through government or proponent processes
- The strategy must not conflict with Treaty #3 governance laws, which are guided by Treaty #3 Communities and Elders in Treaty #3
- The Integrated Radioactive Waste Strategy must decolonize the way Anishinaabe Knowledge is utilized in regulatory reviews and dialogue.
- Anishinaabe Knowledge from Treaty #3 Elders and Knowledge Keepers is not incorporated into processes, which can only be gathered under traditional protocols set out by the Elders in the Nation of Treaty #3
- Unethical terminology is used such as: "considerations to Indigenous Knowledge". Indigenous Knowledge is pan-Indigenous and not respectful of the uniqueness of Indigenous peoples- Indigenous Knowledge must be respected and acknowledged.

**C. Recommendations con't.**

- OCAP must be incorporated into the framework
- Poor terminology such as: "considerations to Indigenous Knowledge", must be replaced with stronger wording to truly incorporate IK, such as "respect" and/or "accept" Indigenous Knowledge
- Variety of engagements must be used to reach/achieve broader Treaty #3 participation
- Long-term engagement must occur to discuss this further
- In person engagement is preferred in Treaty #3
- The Radioactive Waste strategy must be in line with the Treaty #3 Impact Assessment



# WHAT IS MANITO AKI INAKONIGAAWIN?

At the beginning of time, Saagima Manito gave the Anishinaabe duties and responsibilities to protect, care for and respect the land. These duties were to last forever, in spirit, in breath and in all of life, for all of eternity. The spirit and intent of Manito Aki Inakonigaawin signifies the duty to respect and protect lands that may be effected from over-usage, degradation and un-ethical processes. Saagima Manito explained the Great Earth Law as a manner of thought, a way of feeling and a way of living. As a teaching, the law is difficult to translate to English, as it is engraved into Anishinaabe ways of life.

Manito Aki Inakonigaawin was officially written and ratified by Elders of the Anishinaabe Nation in Treaty #3 in 1997. On April 22 and 23, and July 31, 1997, an Elders gathering was held in Kay-Nah-Chi-Wah-Nung at Manito Ochi-waan. The Elders brought the written law through ceremony, where the spirits approved this law and respectfully petitioned the National Assembly to adopt it as a temporal law of the Nation. In the spring of 1997, a traditional validation process was held through a shake-tent ceremony.

Although it is now written in English, the authoritative version of Manito Aki Inakonigaawin lives in ceremony. No human decision is greater than spirit, therefore ceremony is an integral process to following Manito Aki Inakonigaawin.

The Anishinaabe Nation in Treaty #3 has pre-existing jurisdiction that continues to be exercised by the Nation, Grand Council and Treaty #3 Communities. Treaty #3 established a shared control over some matters between the British and the Anishinaabe, therefore it is imperative to reconcile the pre-existing sovereignty of the Anishinaabe with the asserted sovereignty of the Queen and her divisional governments.

The Anishinaabe Nation in Treaty #3 exercises pre-existing jurisdiction which includes our powers and authority as proper stewards of the land.

Since time immemorial, Creator entrusted the Anishinaabe to care for lands and resources on Turtle Island. The Anishinaabe maintain a spiritual connection to the land and Mother Earth. The 28 communities in Treaty #3 support and guide Grand Council's



efforts to facilitate collective engagement respecting the land and waters, as guided by the principles set out by Manito Aki Inakonigaawin.

Manito Aki Inakonigaawin has been an inherent law to Anishinaabe in Treaty #3 Territory since time immemorial. The law governs relationships with the land and its inhabitants throughout daily life. This includes:

- Respecting the lands and waters
- Giving offerings to spirits and Creator when you benefit from Mother Earth's gifts such as hunting, fishing or transportation
- Knowing your inherent rights that Treaty #3 members are born with
- Understanding the responsibility as a steward of the land

Since the law was formally written in 1997, it has helped uphold inherent and Treaty rights, and create a Nation based law-making process in the territory.

Manito Aki Inakonigaawin is written within and throughout nature- its spirit is within all living things on earth- from you, to the animals, to the trees, and to the air that we breathe. It is the natural law that governs the natural cycles of life. Manito Aki Inakonigaawin has its own spirit, as it itself is also living.

The law is eco-centric, which means the law considers and acknowledges that it's not only human beings that live on this land, but ALL things on Earth possess spirit and life. Manito Aki Inakonigaawin is based not only on rights- but also on the responsibilities we have as a collective to care for Mother Earth. The law is guided by Treaty #3 Communities in Treaty #3 Territory and supports the collective rights of the Nation as a whole, while affirming jurisdiction of Anishinaabe laws and respecting the jurisdictions held by Treaty #3 Communities. Manito Aki Inakonigaawin helps to provide a law-making (regulatory decisions/approvals/certificates/permits) process and is centered on the inherent relationship to Mother Earth.

Although the law was given to the Anishinaabe at the beginning of time- it's important to understand that the responsibility to protect and respect Mother Earth doesn't solely depend on Anishinaabe people- the law represents the collective duty of us all to protect Mother Earth.



Manito Aki Inakonigaawin states that there is the right to meaningful engagements and respect for inherent and Treaty rights. It is therefore considered to be unlawful to proceed with developments within Treaty #3 Territory without the proper consent of the Anishinaabe Nation in Treaty #3. Any Crown or proponent development/activity that occurs, which may affect natural resources must abide by these rights and roles of the duty to engage with the Anishinaabe Nation in Treaty #3. The obligation lies on all stakeholders who wish to develop or manage resources within Treaty #3 Territory to abide by Manito Aki Inakonigaawin. As such, MAI is considered a foundational process of mutual respect. Following a process that is guided by Manito Aki Inakonigaawin, it is possible for development to occur with the least amount of uncertainty and conflict. It also allows for the Anishinaabe Nation in Treaty #3 to weigh the burdens and benefits of any proposed major developments in order to provide rigorous recommendations to Treaty #3 Leadership on whether or not to approve/authorize major developments in Treaty #3 Territory.

By treaty with Her Majesty in 1873, the Nation shared its duties, responsibilities and protected its rights respecting 55,000 square miles of territory. The Anishinaabe Nation in Treaty #3 did not surrender any inherent rights of self-government by signing of the Treaty, instead believed the signing to be a mutual respect and sharing of the lands and resources. The Government of the Anishinaabe Nation in Treaty #3 continue to exercise its powers and authority throughout Treaty #3 Territory.

Treaty #3 was not a valid surrender instrument and notwithstanding the language of Treaty #3, which was written by the Crown in English, it would be unconstitutional for Anishinaabe to “surrender” the 55,000 square miles of territory. The Anishinaabe Nation in Treaty # 3 maintains rights and title to all lands and water in the Treaty # 3 Territory commonly referred to Northwestern Ontario and south-eastern Manitoba. Accordingly, any development in the Treaty # 3 Territory such as, but not limited to, forestry, mining, nuclear waste storage, hydro, highways and pipeline systems that operate in the Treaty # 3 Territory require the consent, agreement and participation of the Anishinaabe Nation in Treaty # 3.

In exercising its authority, the Grand Council expresses concern with proponents (corporations, developers etc.) who carry out business activities that may result in destruction to the environment or interfere with the rights-based activities of individual or collective members of the Anishinaabe Nation in Treaty # 3.



Manito Aki Inakonigaawin states that all resource developments should be done in honor with Anishinaabe rights and in respect to the natural resources. Therefore, Grand Council recognizes the potential for adverse effects in regards to exercising inherent and treaty rights that may be impacted through certain business activities. In order to eliminate, minimize, mitigate or otherwise accommodate these adverse effects, the Grand Council is prepared to hold discussions, engagements and potential negotiations with proponents, governments and other industry.

In accordance with Manito Aki Inakonigaawin process, proponents in Treaty #3 are required to contact Grand Council to seek specific Treaty # 3 authorizations, which will provide clear authority to conduct their business ventures and create legal certainty to legitimize these developments in Treaty # 3 Territory. These processes do not infringe on the rights of individual communities and it is recognized they have their own authorization and engagement protocols. It is the goal of the Grand Council to establish strong working relationships with any proponent who respects Anishinaabe laws, values and principles on the environment.



# WHAT IS THE NIBI DECLARATION?

The Nibi Declaration is a way for Treaty #3 to explain the Anishinaabe relationship to water. The Declaration can be a reflection of the sacred teachings of water held by Treaty #3 knowledge keepers/Gitiizii m-inaanik to be shared with communities and those outside of the Treaty #3 Nation. It can speak to the sacred relationship and responsibilities that the Anishinaabe have to water, water beings and the lakes and rivers around them.

**NIBI (WATER) IS ALIVE AND HAS A SPIRIT. IT IS THE LIFEBLOOD OF OUR MOTHER (AKI) AND CONNECTS EVERYTHING. IT CAN GIVE, SUSTAIN AND TAKE LIFE.**

**NIBI CAN TAKE MANY FORMS INCLUDING SNOW, ICE, SPRING WATER, SALT WATER, RAIN, FRESH WATER, SWAMP WATER, AQUIFERS AND BIRTH WATER. EACH TYPE OF WATER HAS A ROLE TO PLAY IN OUR WELLNESS AND HEALING. NIBI IS CONNECTED TO OUR GRANDMOTHER, THE MOON.**

**EVEN THOUGH IT HAS SUFFERED, NIBI CONTINUES TO BRING FORWARD LIFE AND WE MUST WORK TO HEAL THE WATER AND OURSELVES.**

**NIBI HAS A SPIRIT AND SHARES ITS GIFT OF LIFE WITH ALL OF CREATION**  
 Nibi has its own spirit. It cannot be owned or controlled. Nibi is shared across lands and territories, between people, with other nations and all other beings that are part of creation. Spirits and other beings in creation look after nibi and its wellbeing. Nibi and all beings and spirits that look after nibi must be feasted. All creation expresses love and respect for nibi through gestures of gratitude.

**WE NEED NIBI IN ORDER TO LIVE A GOOD LIFE**  
 All beings, including Anishinaabe, are born of nibi. We depend on nibi to live and our bodies are made of it. Nibi is the source of our wellbeing. It nourishes us, spiritually, physically, mentally and emotionally and provides cleansing and healing. Clean nibi for drinking is important to our health. We must respect our sacred relationship with nibi and all beings in creation to help protect nibi for our children and future generations.

**WE ALL HAVE A SACRED RELATIONSHIP WITH NIBI**  
 Anishinaabe have been responsible for the care of the aki (land) and nibi since time immemorial. Women have a sacred relationship with nibi and a special responsibility to look after nibi because they carry birth water and have the ability to bring life into this world. Men have a role to play to protect the land and support the wellness of nibi and ikweewag. Our relationship with nibi is preserved through ceremony, teachings, education and knowledge shared through generations.

**NIBI UNITES US**  
 Through its flow and movement, nibi cleanses itself and connects us all. It brings us together as families, communities and as a nation. Traditional governance and law, including the Manito Aki Inakimigaawin and Treaty #3 confirm our collective responsibility to take action, give back and protect nibi and the environment for our children and future generations.

**NIBI**  
 DECLARATION OF TREATY #3

**NIBI HAS A SPIRIT · NIBI IS LIFE · NIBI IS SACRED · WE HONOUR RESPECT AND LOVE NIBI**



## NEXT STEPS

- Grand Council recommends that the NWMO learn about Manito Aki Inakonigaawin and the Nibi Declaration to better understand decision making processes within Treaty #3 territory
- Further in person and meaningful engagement with communities and leadership in Treaty #3 is necessary to discuss how Manito Aki Inakonigaawin and the Nibi Declaration fit into the Integrated Radioactive Waste Strategy
- NWMO must make an investment and provide support to GCT3 to further this relationship



## CONCLUSION

In order to understand and incorporate Treaty #3 rights and values, more in person and meaningful engagement is mandatory. The basis of Manito Aki Inakonigaawin and the Nibi declaration are respect, reciprocity, responsibility and respect with all relations, therefore the first step to incorporating these laws are further discussions to ensure a greater understanding of Anishinaabe Inakonigaawin (law) within Treaty #3. The NWMO must work with Treaty #3 to further develop this relationship.

In closing, a message from The Honourable Chief Justice Lance S.G. Finch of the Court of Appeal for BC, as he then was, in his paper "The Duty to Learn: Taking Account of Indigenous Legal Orders in Practice" provides additional guidance on this important work from a legal standpoint:

The Court's judgement in Delgamuukw concluded with the words, "Let us face it, we are all here to stay." True enough: but if in the face of this reality we are to find space for multiple legal orders to co-exist, and if we are ultimately to achieve equal reconciliation, we must recognize that to stay must also be to learn.

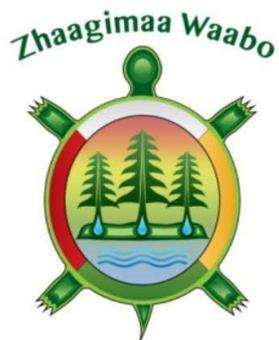
Learning how to incorporate Anishinaabe Knowledge requires Crown representatives and proponents to let go of control and to learn from the Anishinaabe Nation in Treaty #3. It also requires substantive dialogue.





# GRAND COUNCIL TREATY #3

THE GOVERNMENT OF THE ANISHINAABE NATION IN TREATY #3



For more information or questions, please contact:

Hailey Krolyk  
Policy Analyst  
[hailey.krolyk@treaty3.ca](mailto:hailey.krolyk@treaty3.ca)  
807.464.0713



Annexe E – Mémoire de la First Nations Power Authority,  
Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs, 11 avril 2022  
(séance de concertation tenue le 26 janvier 2022)



**FNPA**

A Next Step Part of Canada's  
Radioactive Waste Review  
Nuclear Waste Management Organization  
Information Session and Workshop

*JANUARY 2022*

**First Nations Power Authority**

Head Office

1 First Nations Way

Regina, SK S4S 7K2

P: 1-855-359-3672

E: [info@fnpa.ca](mailto:info@fnpa.ca)

---

**Contents**

<b>Executive Summary</b>	<b>3</b>
Agenda Overview	3
Breakout Sessions	3
<b>1.0 Workshop Preparation</b>	<b>4</b>
1.1 Recruitment Focus of Workshop Participants	4
<b>2.0 Advertising</b>	<b>4</b>
<b>3.0 First Nation Communities Participation</b>	<b>4</b>
3.1 Breakdown by First Nation Community	5
<b>4.0 Organizations and Companies Participation</b>	<b>5</b>
4.1 Breakdown by Organization and Companies	5
<b>5.0 Key Themes</b>	<b>6</b>
5.1 Questions Sorted into Key Themes	6
<b>6.0 Concerns and Sensitivities</b>	<b>8</b>
<b>7.0 Recommendations</b>	<b>8</b>
<b>8.0 Appendix</b>	<b>9</b>
8.1 Agenda and Advertisement	9
8.2 FNPA Email Template of Invitation to First Nation Communities	9
8.3 FNPA Email Template to Organizations and Companies	9
8.4 NWMO Presentations	11

---

## Executive Summary

In November 2020, the Minister of Natural Resources Canada asked the Nuclear Waste Management Organization (NWMO) to lead the development of an integrated strategy on radioactive waste (ISRW). The NWMO partnered with First Nations Power Authority (FNPA) to deliver a one-day engagement session entitled, A Next Step: Part of Canada's Radioactive Waste Review.

On January 26th, 2022 the First Nations Power Authority (FNPA) in conjunction with the Nuclear Waste Management Organization (NWMO) organized a workshop for First Nations in Manitoba, Saskatchewan, and Alberta. First Nation communities from Ontario and New Brunswick also participated.

There were 73 registered meeting Pheedloop participants, 75% (55 participants) of the registered participants attended throughout the session and workshop.

## Agenda Overview

The NWMO representatives made presentations throughout the morning and part of the afternoon session. Presentation topics included:

- Introduction to NWMO Indigenous Relations & Strategic Programming by Bob Watts,
- Jessica Perrit presented on Indigenous Relations & Reconciliation,
- Ulf Stammer presented, on behalf of Jamie Matear, the Adaptive Phased Management Model and
- Karine Glenn presented the Integrated Strategy for Radioactive Waste followed by four breakout sessions.

## Breakout Sessions

Breakout sessions with questions for the participants included:

- *What is most important to get right when developing an Integrated Strategy for Canada's Radioactive Waste?*
- *How do we best deal with Canada's Low-Level Waste and Intermediate-Level Waste over the long term?*
- *What type(s) of facilities should we use?*
- *Rolling stewardship vs disposal*

- 
- *How many of them should we build?*
  - *Who should be responsible for implementing the strategy?*

## 1.0 Workshop Preparation

FNPA team met to discuss the recruitment of workshop participants. Priority was to focus on recruiting participants from several key organizations, First Nation communities, and FNPA's current email list of newsletter subscribers and members.

### 1.1 Recruitment Focus of Workshop Participants

- Saskatchewan Aboriginal Land Technicians
- Alberta Aboriginal Land Technicians
- Manitoba Aboriginal Land Technicians
- First Nation communities located in Saskatchewan
- First Nation communities located in Manitoba
- First Nation communities located in Alberta
- FNPA membership
- Previous SMR (Small Modular Reactor) Forum meeting participants

## 2.0 Advertising

Advertising was shared through emails of the NWMO advertisement with the Pheedloop registration link.

FNPA shared the advertisement on their LinkedIn and Twitter social media channels.

## 3.0 First Nation Communities Participation

In total, 24 people from 22 First Nation communities in total participated. There were 17 First Nation communities from Saskatchewan, two First Nations communities in Alberta, one First Nation community from Manitoba, one First Nation community from Ontario, and one First Nation community in New Brunswick.

---

### 3.1 Breakdown by First Nation Community

First Nation participants came from the following communities:

- The Key First Nation
- Kinistin Saulteaux Nation
- Eel Ground First Nation
- Pasqua First Nation #79
- White Bear First Nations Lands & Resources
- Lake Manitoba First Nation
- Opaskwayak
- Little Black Bear
- Moosomin First Nation
- Woodland Cree First Nation
- Lac La Ronge Indian Band
- Flying Dust
- George Gordon First Nation
- Curve Lake First Nation
- Mosquito, Grizzly Bear's Head, Lean Man
- Cowessess First Nation
- Driftpile Cree Nation
- Flying Dust First Nation
- Fort McKay First Nation
- Peter Ballantyne Cree Nation
- Red Earth Cree Nation
- Carry The Kettle
- Muskoday First Nation

## 4.0 Organizations and Companies Participation

Several organizations and companies participated in the meeting. In total, there 15 various representatives from organizations and companies participating in the engagement session and workshop.

### 4.1 Breakdown by Organization and Companies

- Saskatchewan Aboriginal Land Technicians (SALT)

- 
- University of Manitoba
  - enTrust Engagement Inc,
  - Corporate Finance Institute (CFI)
  - Kawe Consulting
  - Atim Ka-Mikosit/ONEC group
  - Indigenous Working group on SMR (Small Modular Reactors)
  - Government of Saskatchewan
  - X-Energy
  - DB2 Consulting
  - Wild Matriarch
  - Meadow Lake Tribal Council Industrial Investment
  - Ontario Power Generation (OPG)
  - Attunda Inc.
  - North Shore Mi'kmaq District Council (NSMDC)

## 5.0 Key Themes

Throughout the meeting, several themes were raised during presentations. Several questions gave rise to key themes.

- Transportation
- Nuclear Fuel Bundle
- Nuclear Fuel Waste
- Nuclear Fuel Waste Storage
- Nuclear Fuel Waste Policy
- Indigenous Relations
- Federal Contaminated Sites
- Technology Distribution

### 5.1 Questions Sorted into Key Themes

Key themes came to form through questions asked by meeting participants.

#### Transportation:

- Are the waste containers crash-proof during transport? What transport accident scenarios do the containers need to withstand?
- Can we export the waste outside of the country? To the US?
- How often is the waste currently going through our communities?

- 
- Is there a plan to transport waste from northern isolated communities?
  - What work has been done in relation to the transport of used nuclear fuel?

Nuclear Fuel Bundle:

- Is the heat being generated by the spent nuclear fuel bundles being utilized on other processes? This question pertains to both the reactor site and when they move to long-term storage.
- What's the cost to make one of those cylinders?
- Could these cells provide enough power for electric vehicles?
- What percentage of energy is remaining in the fuel bundles before they are stored?
- What is the current power distribution method for Nuclear power?

Nuclear Fuel Waste:

- Does SaskPower produce any radioactive waste from its hydro operations in Saskatchewan? If so, what do they do with it?
- Has there been consideration to vitrify waste, so it's less dangerous?
- Waste, intermediate waste, spent fuel.. etc.. how many 'nice' terms are we looking at here, and what are the differences besides time to get to 'safe' levels?
- Is there thermal nuclear energy available?

Nuclear Fuel Waste Storage:

- Is there a guarantee the storage containers can resist corrosion?
- What have you determined so far to be the most suitable/feasible sub-surface?
- Are you considering any sites in Alberta?
- Is the heat being generated by the spent nuclear fuel bundles being utilized on other processes? This question pertains to both the reactor site and when they move to long-term storage.
- How long before these rods radiate past their containment?
- Where is the waste being stored currently?

Nuclear Fuel Waste Policy:

- How much Indigenous consultation took place before these sites were developed?
- How do we get on board and have a say in this decision-making? Who is currently responsible for this waste?
- Is this federally approved?

Indigenous Relations:

- 
- How can we ensure good relationships with Indigenous peoples and the industry?
  - What is the biggest surprise for you Jessica in the conversation about Indigenous knowledge and science?
  - Are there any Indigenous companies that NWMO works with?
  - Can we get a copy of your indigenous policies?
  - Is opposition from Treaty First Nations available to review?

#### Federal Contaminated Sites

- I guess the Federal Contaminated Sites is not involved or no one knows about it? This question is in relation to abandoned railroads in First Nation communities

#### Common Misconceptions

- What are some of the common misconceptions about Nuclear Waste?

#### Technology Distribution

- How long before this technology can be distributed to the general population?

## 6.0 Concerns and Sensitivities

There was reluctance expressed to participate due to the concern of the Duty to Consult. They wanted to validate that FNPA was not consulting on behalf of the Federal Government's fiduciary responsibility on the Duty to Consult.

## 7.0 Recommendations

### **Recommendation #1: More information on Severe Accident Consequence Analysis work.**

*FNPA CEO requested this information document and the NWMO shared the recently released [Transportation Planning Framework](#)*

### **Recommendation #2: More information on the transportation of nuclear waste**

**Recommendation #3: More NWMO workshops on key themes arising from the January 26th, 2022 session, and workshop.**

### **Recommendation #4: Continuing the conversation on the Key Theme areas**

---

## 8.0 Appendix

### 8.1 Agenda and Advertisement

[Nuclear Waste In Canada: Information Session and Workshop January 26, 2022](#)

### 8.2 FNPA Email Template of Invitation to First Nation Communities

Good afternoon [Insert Name],

On behalf of the First Nations Power Authority,

FNPA and the Nuclear Waste Management Organization (NWMO) have developed an informational session and workshop regarding nuclear waste management.

This information session ensures knowledge transfer between communities and government takes place to assist in making informed decisions. NWMO staff will be available for engagement. We believe having meaningful engagement and dialogue with Indigenous communities, industry, and the government is a crucial step toward reconciliation.

The virtual event will take place on January 26, 2022, from 10:00 AM to 3:00 PM (CST) via Pheedloop.

An honorarium of \$300.00 will be available to one representative from each Indigenous community; Others are welcome to attend.

Registration can take place via Pheedloop [HERE](#) or by emailing Joshua Thomas at [jthomas@fnpa.ca](mailto:jthomas@fnpa.ca).

Please refer to the attached agenda and invitation letter for more information.

Please distribute to First Nation communities and their Chiefs

### 8.3 FNPA Email Template to Organizations and Companies

#### **Nuclear Waste Engagement Virtual Sessions**

---

First Nations Power Authority (FNPA) was established in 2011 as a not-for-profit organization to facilitate the development of First Nations-led power projects and promote Indigenous participation in power procurement opportunities.

FNPA is supportive of a range of power options including Small Modular Reactors (SMRs) that establish and implement plans for climate action and a clean energy future. FNPA is committed to working with Natural Resources Canada to deliver sound public policy for Indigenous Engagement and Economic Reconciliation, as outlined in our commitment to the SMR Roadmap Statement of Principles.

All of Canada's low- and intermediate-level radioactive waste is safely managed today in interim storage. An integrated strategy will ensure the material continues to be managed in accordance with international best practices over the longer term. Building on previous work, this strategy represents a next step to identify and address any gaps in radioactive waste management planning, while looking further into the future.

FNPA with the NWMO has developed an informational session and workshop for Indigenous communities. We believe that when Indigenous communities are meaningfully engaged in the dialogue with industry and government it will lead to reconciliation.

**When:** January 26th, 2021

**Time:** 10AM to 3PM

**Where:** Virtually through Pheedloop [registration link](#)

This information session will be beneficial to ensure knowledge transfer to make informed decisions and NWMO staff will be available to answer your questions.

An honorarium of \$300.00 per participant\* to attend the session virtually, the agenda is attached and a registration link is included.

If you need help with registration please do not hesitate to contact [Desiree Norwegian](#), [Rebecca Agecoutay](#), [Joshua Thomas](#), or [Dawn Pratt](#).

Thank you,

\*Per diem offered to First Nations by the community; Others are welcome to attend.

#### 8.4 NWMO Presentations

- [Introduction to NWMO](#), Bob Watts, Indigenous Relations & Strategic Program
- [Implementing Reconciliation](#), Jessica Perritt, Indigenous Knowledge & Reconciliation
- Adaptive Phased Management, Ulf Stammer,
- [Canada's Integrated Strategy for Radioactive Waste](#), Karinne Glen, Integrated Strategy for Radioactive Waste.

# Annexe F – Mémoire de la Mi'gmawe'l Tplu'taqnn Incorporated, Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs, 25 mai 2022 (séance de concertation tenue le 31 mars 2022)



## MTI Summary Report for NWMO

May 25, 2022

Prepared by Kristie Halka-Glazier,  
MTI Energy & Mines Coordinator

### Activity Report:

NWMO, accompanied by Mi'gmawe'l Tplu'taqnn, engaged with eight First Nation communities currently represented by Mi'gmawe'l Tplu'taqnn; Amlamgog (Fort Folly) First Nation, Natoaganeg (Eel Ground) First Nation, Oinpegitjoig (Pabineau) First Nation, Esgeoôpetitj (Burnt Church) First Nation, Tjipôgtôtjig (Buctouche) First Nation, L'nui Menikuk (Indian Island) First Nation, Ugpi'ganjig (Eel River Bar) First Nation and Metepenagiag Mi'kmaq Nation (the Mi'gmaq in New Brunswick) virtually on March 31, 2022 presenting Canada's Integrated Strategy for Radioactive Waste. On April 7, 2022, an internal session, without NWMO present but on standby, took place. The purpose of these engagement sessions was to discuss and gain informative feedback from the eight Mi'gmaq communities on the Integrated Strategy for Radioactive Waste (ISRW).

Community engagement is an important part of Mi'gmawe'l Tplu'taqnn's mandate of protecting and implementing Aboriginal and Treaty Rights. Community members and NWMO were made aware the community engagement sessions are not considered consultation.

#### Questions that Led this Discussion:

*What's most important to get right?*

*Bury it or do we maintain a facility (rolling stewardship)?*

*How many facilities? One for all or one at/near each site?*

*Who should be responsible for implementing this strategy? CNSC? The waste owners?*

#### Community Engagement:

MTI tasked the community liaisons from each of the eight Mi'gmaq communities with choosing two Elders, two Youth Representative and two Knowledge Keepers to participate in the ISRW engagement sessions. All eight Mi'gmaq communities participated.

#### Community Engagement Feedback:

##### *Amlamgog – Fort Folly First Nation:*

- This should be reviewed by an independent consultant. How do we provide feedback on a topic we are not educated on?

- We need to deal with the waste we currently have and work harder towards not producing more. Nuclear energy is not green.
- The planet will be cleaner without the use of coal for energy.
- We need to focus on the future. The biggest mistake we can make is to wait. Collectively put pressure on clean energy development.
- We need to take action now and not wait for newer technology.
- A major concern expressed is that the waste owners will find a way to get out of paying for the clean-up. The nuclear waste exists and is a long-term (millennia) problem, so the solution must be equally long-term. To that end, there needs to be absolute assurances in place that the waste owners will be completely responsible, including financially, without any means of retracting from their agreement.

***Natoaganeg – Eel Ground First Nation:***

- Explain the difference between above and below ground storage.
- Accountability is important.
- Explain the recycling of the waste-water process at a nuclear facility.
- Describe the process of nuclear waste handling and storage in more depth.
- Describe the containment methods currently used.
- Describe potential impact on water tables if a leak were to occur in the storage container.
- Transportation of waste is a major concern.
- A 25-year relicensing request at the PLNGS is concerning.
- Nuclear energy is not clean – it produces waste that is now becoming a problem. Explore green energy alternatives.
- High costs of waste disposal may be a problem.
- Waste owners profiting from nuclear should be responsible for its disposal, however an independent body should regulate it.
- How many Indigenous communities have been consulted to date?
- If there was a power failure or any other issue, above ground can be seen and managed. It's not out of sight, out of mind. Above ground keeps you aware.

***Oinpegitjoig – Pabineau First Nation:***

- Is the province looking at transporting nuclear waste? What regulations do they have in place to guarantee this is being done safely?
- Concerns expressed about the life of radioactive waste and lack of control of it. No one can guarantee the control of waste that remains radioactive for that long a period.
- What is the plan for controlling waste with that kind of lifeline?
- What assurances are in place to protect against terrorism?
- What measures are in place for natural disasters, such as earthquakes?
- An independent review done with a consultant is needed.
- Are there proposed sites in mind?

- Are there containers in existence to store nuclear waste? If so, describe them.
- Are there tests done underground?
- What is safest for storage, above or below ground?
- Are there sites currently in New Brunswick storing nuclear waste?
- How many containers are we, or should we, be looking at/considering?
- Are there any radioactive waste materials being stored at the Brunswick Mine site?
- The waste owners should be responsible for their waste. A regulated rematriation budget should be mandatory – and not by using taxpayers' dollars.
- Waste owners must be prevented from hiding behind corporations – Corporate Culture: hiding from responsibility. This must be prevented.
- Concerns expressed with running out of storage space.
- Explain the differences and feasibility of storing above and below ground.
- Can nuclear waste be recycled? Explain what waste will be recycled – for SMRs.
- Concerns with radioactive waste being stored 15-16 hundred feet below ground – there is still water below that level. What will happen to our drinking water?
- Is nuclear waste being dumped in the water today? Explain.
- Mining is a predatory industry preying on Mother Earth. What kind of society preys on its own mother?
- Concerns with nuclear waste dumping sites eventually filled beyond capacity.
- Concerns expressed in connection to radioactive materials used as fertilizers in the tobacco industry.
- There needs to be a collective willingness to adapt to newer technologies for energy.
- The holding pond in Ontario – is that for waste also? If so, why disturb it?
- Is the PLNGS driving this? What happens at the end of the station's life?
- In the event of a leak into our water systems, no one can drink the water and we will all be equal to the results thereof.
- We didn't cause this problem, but we all benefit from it. We are being asked to find a solution. We can't leave it for the next seven generations to deal with.

*Esgenoopetitj – Burnt Church First Nation:*

- Where are the locations being considered for the DGR sites?
- Will there be employment opportunities for First Nation people with training?
- Are there set-asides for First Nation people? "The NWMO has not assigned a percentage or quota for Indigenous employment, nor do they foresee doing so. Rather, employment will be discussed or included in the hosting agreements that are being developed with Indigenous communities in the siting area." – Karine Glenn, NWMO
- Concerns expressed with artifacts being in the possession of proponents in Blind River, the Cameco site.
- How much money has this project been funded?
- What exactly are the existing problems we are facing?

- Proponents creating the nuclear waste need to be responsible for it. Can nuclear waste remain where it currently is?
- Concerns expressed with the lifeline of the nuclear waste requiring more security measures in place to keep it contained.
- An independent review of the environmental studies must be done.
- Money should be invested in developing green energy rather than on the storage of nuclear waste and its production.
- What safeguards are in place for the transportation of nuclear waste?
- Would the public be aware of the transportation of nuclear waste through or near their communities?
- Concerns expressed with accidents – what are some preventative measures against catastrophes in the event of an accident?
- Describe the different levels of nuclear waste in clear language. Are there acceptable levels?
- Describe and explore all options of the disposal of nuclear waste in clear language.
- Who has been consulted/engaged before First Nation people?
- Why is this not in the media? Is there potential for managing this without the public's awareness?
- The environment is a priority for the next seven generations, but nuclear waste will outlive all seven generations and that is a concern. More clear discussion is required. Burying waste is a concern. This feels like out of site out of mind.
- One location may be better regulated but there can be no cutting corners. It must be done right.
- If one location is chosen, why not central in Quebec?
- Perhaps burying it all in a DGR is the best solution. More education needed.
- Concerns with transporting nuclear waste and the public not being aware. How protected/safe is the waste being transported?
- Send nuclear waste to space.
- Will we see a solution to this problem in our lifetime?
- How many nuclear plants are there in Canada and where are they located?
- This community would like to see and learn about successful existing plans in place from around the world.

***Tjipogtojg - Bouctouche First Nation:***

- When a site is being proposed, what is the scope of the impacts considered? Is it being taken into consideration these are ancestral territories?
- Are there hosts that are really are willing?
- On behalf of the Sawka Nation, there was a refinery that has been shut down because the proponent was digging up their buried. There are high cancer rates in that area too. Their buried and their artifacts have not been returned to them. How are you different? How do we know we won't be ignored?

- What prompted these engagement sessions? Why do you repeatedly say you do not want to relive the problems from the past? Explain these problems and what you are doing to prevent them now.
- We are taught as children to clean our mess. You are informing us now that there's a waste problem rather than waste owners having been responsible for the waste they created from the beginning before it became a problem. Do you see the problem in that?
- How are gas emissions taken care of? A contingency plan that's interconnected with all these issues is needed. We need to think outside the box.
- A contingency plan is a must.
- There was mention of dismantling a nuclear facility in Quebec. How is this facility being dismantled, and the waste being disposed of and processed? Are the packages being buried indefinitely? Explain this whole process in Quebec.
- What assurances are in place preventing terrorists from getting to the waste that's buried?
- What safeguards are in place for protection against natural disasters, such as a tsunami?
- What are the standards used for transportation of waste? Are there international standards for this too?
- "Stalt" theory: using two things that look the same, to trick the mind. Using green in the videos shown during the presentation creates an illusion of green energy, but that's deceptive. There are no low levels of radiation – it's all harmful. Is there a standard for "low level?"
- Close all nuclear generating stations to prevent further waste from being produced.
- There's a request from this community to see tests and research.
- Fusion incinerator idea – can this be an alternative?
- Keep nuclear waste with the waste owners and away from Mi'gmaq territory.
- Look for alternative greener energy sources.

*L'nui Menikuk – Indian Island Bar First Nation:*

- What type of facility seems appropriate to you?
- How many do you propose should be built?
- Whoever caused the waste should be responsible for it – financially too.
- Any facility should not be near our waters.
- Any facility should not be near our harvesting areas, such as fishing, hunting, and gathering.
- How will our wildlife be affected?
- You cannot pass responsibility on this or minimize it.
- More facts and information is needed before comments can be made.
- Neither the NWMO nor our communities are properly equipped for this discussion. Another discussion face-to-face with better details is required.
- Burying nuclear waste is hazardous, especially under the water table. Fracking can cause a breach.
- Green fossil fuels are not green – language is deceiving. There are by-products that need to be considered with all forms of energy creation.

- Are there tests being done underground, or just above ground? There are different pressures underground that can make quite a difference with testing and with reality.
- The time it takes for this waste to breakdown is unheard of. How did/do we allow this to happen?
- Is NBP preventing us from creating our own grid and selling our own energy?
- Use hydropower as an alternative.
- Concerns expressed about any type of exhaust emitting from the PLNGS – are there radioactive waste emissions going into our air?

***Ugpi'ganjig – Eel River Bar First Nation:***

- How long is waste buried?
- Explain the differences between low-intermediate level waste and how it's currently managed.
- Explain all alternatives for the disposal of waste.
- How can a bond be placed on either the regulator or waste owner that guarantees a safe cleanup in the instance of a spill or accident?
- Describe the SMR process of recycling nuclear waste.
- Reusing water that is used to cool the reactors – dumping in the Great lakes. These are concerns.
- Is there a proposed site in NB?
- Should each nuclear generating station have their own disposal site? Describe the feasibility of this.
- Independent study needed.
- Is DGR the safest method?
- Would a single site be more vulnerable for a terrorist attack?
- The waste owner should be responsible for their waste in all aspects with an independent body regulating it.
- Describe potential environmental dangers.
- Would multiple disposal sites have less of an impact if an accident or terrorist attack were to occur?
- This group would like to see proposed plans from other countries.

***Metepenagiag – Red Bank Mi'kmaq Nation:***

- Concerns expressed about proper consultation. This Elder was reassured this was only a “pre-engagement” session. – This is what Karine Glenn described it as.
- If the PLNGS were not approved for relicensing, would everything in that facility be considered contaminated waste?
- Will the communities be consulted on transportation routes and methods of transportation? Will nearby communities be forewarned?
- What happens to the water used for cooling the fuel once the facility closes?
- Concerns expressed about participants lacking real knowledge of the topics discussed. Provisions for capacity funding for a knowledgeable consultant should be a priority when engaging First Nations.

- Will having a disposal site open the door to producing more nuclear waste/energy? How can we ensure this doesn't happen?
- What will the energy sector look like in seven generations? How do we ensure our agreements now will not be misinterpreted in the future?
- What are the responsibilities of the waste owners if we allow nuclear waste to be stored in our territory? How do we guarantee their accountability?
- Concerns expressed with the nuclear site in Ukraine under possible attack from Russia. What are the safeguards there? Where is the regulator?

**Recommendations Based Upon Community Concerns:**

- Capacity funding for an independent consultant is required. This consultant will be chosen by the Mi'gmaq.
- Education is needed via face-to-face; capacity funding for a site visit to the PLNGS is a requirement for this group. Any materials that will be reviewed must be provided at least one month prior to the event. Proposed dates are early September 2022.
- Written responses to all comments, concerns and questions listed in this report must be provided at least one month prior to the PLNGS visit.

# THE ANISHINAABE NATION IN TREATY #3

Grand Council Treaty #3 (GCT#3) is the traditional government of the Anishinaabe Nation in Treaty #3. Grand Council represents 28 communities across the Territory. Grand Council's mandate is to protect the future of the Anishinaabe people by ensuring the protection, preservation and enhancement of inherent and treaty rights. The Territorial Planning Unit (TPU) is the department within Grand Council that works with the Treaty #3 Leadership to protect the lands, water and resources within the 55,000 square miles that make up Treaty #3 Territory. The TPU is guided by Anishinaabe Inakonigaawin (Anishinaabe Law), including Manito Aki Inakonigaawin (Great Earth Law) and the Treaty #3 Nibi (Water) Declaration.

Manito Aki Inakonigaawin represents respect, reciprocity and responsibilities with all relations of Mother Earth. The law signifies the duty to respect and protect lands that may be effected from over-usages, degradation and un-ethical and unsustainable processes. Manito Aki Inakonigaawin is unique to Treaty #3 Territory and passed on through our Elders and Knowledge Keepers.

The Nibi Declaration represents respect, love, and the sacred relationship with nibi (water) and the life that it brings. It is based on teachings about water, lands, other elements such as air and wind, and all of creation. The Declaration is meant to preserve and share knowledge with youth and future generations. The Declaration guides us in our relationship with nibi so we can take action individually, in our communities and as a Nation to help ensure healthy, living nibi for all of creation.

Read more about Manito Aki Inakonigaawin and the Nibi Declaration on page 11

To learn more about Manito Aki Inakonigaawin, visit: [gct3.land/manito-aki-inakonigaawin/](https://gct3.land/manito-aki-inakonigaawin/)

To learn more about the Nibi Declaration, visit: [gct3.caland/territorial-planning-unit/](https://gct3.caland/territorial-planning-unit/)



# PURPOSE OF THE ENGAGEMENT SESSIONS

The Government of Canada has directed the Nuclear Waste Management Organization to lead engagements to develop a Radio Active Waste Strategy for Canada. NWMO is seeking input and discussion in regards to the development of the strategy. NWMO posed the following questions to the session attendees:

1. What is most important to get right when developing an Integrated Strategy for Canada's Radioactive Waste?
2. How do we best deal with Canada's Low-Level Waste and Intermediate-Level Waste over the long-term?
3. What type(s) of facilities should we use? (Rolling stewardship vs disposal)
4. How many of them should we build?
5. Who should be responsible for implementing the strategy?

Treaty #3 has the right to be informed and have equal say in any decisions in regards to the environment. Primary objectives of the engagement session from a Grand Council Treaty #3 perspective were:

- Opportunity to implement Manito Aki Inakonigaawin and the Nibi Declaration
- Gather feedback on the proposed strategy, which represents Treaty #3 interests and values and ensures they are represented in Canada's Radioactive Waste Strategy
- Opportunity to express questions, comments and concerns in regards to the strategy
- Increase awareness and understanding of Canada's Radioactive Waste
- Write a report back to NWMO explaining Treaty #3 laws, history, comments and concerns.



## BACKGROUND

The Anishinaabe Nation in Treaty #3 brings unique Anishinaabe Knowledge into the development of Canada's Radioactive Waste Strategy, including the understanding of how Manito Aki Inakonigaawin (Great Earth Law) applies in Treaty #3 Territory. The law is unique to Treaty #3 Territory and passed on through Elders; meaning no other Nation is able to incorporate the same knowledge into a process that is guided by Manito Aki Inakonigaawin. Understanding how Anishinaabe Knowledge is properly incorporated into all processes and decision-making, requires Ontario to take next steps to understand Anishinaabe Inakonigaawin (law) and build relationships within Treaty #3.

The Nation is extremely rich with Anishinaabe Knowledge, which is completely unique to the region. This knowledge in our area is mostly unwritten and can only be learned through discussions with Elders and Knowledge Keepers.

One application of the traditional laws is Manito Aki Inakonigaawin, which is a guiding framework in the decision making process of the Anishinaabe Nation as it relates to activities impacting the Treaty #3 Territory. In this Anishinaabe framework, there is both a community decision making process and a Nation based decision making process that is outlined which are: application, engagement/consultation, authorization, and compliance and monitoring. This significantly increases the value-added for Ontario to continue to support and invest in the Nation of Treaty #3 as this information is not accessible through any other mechanism.

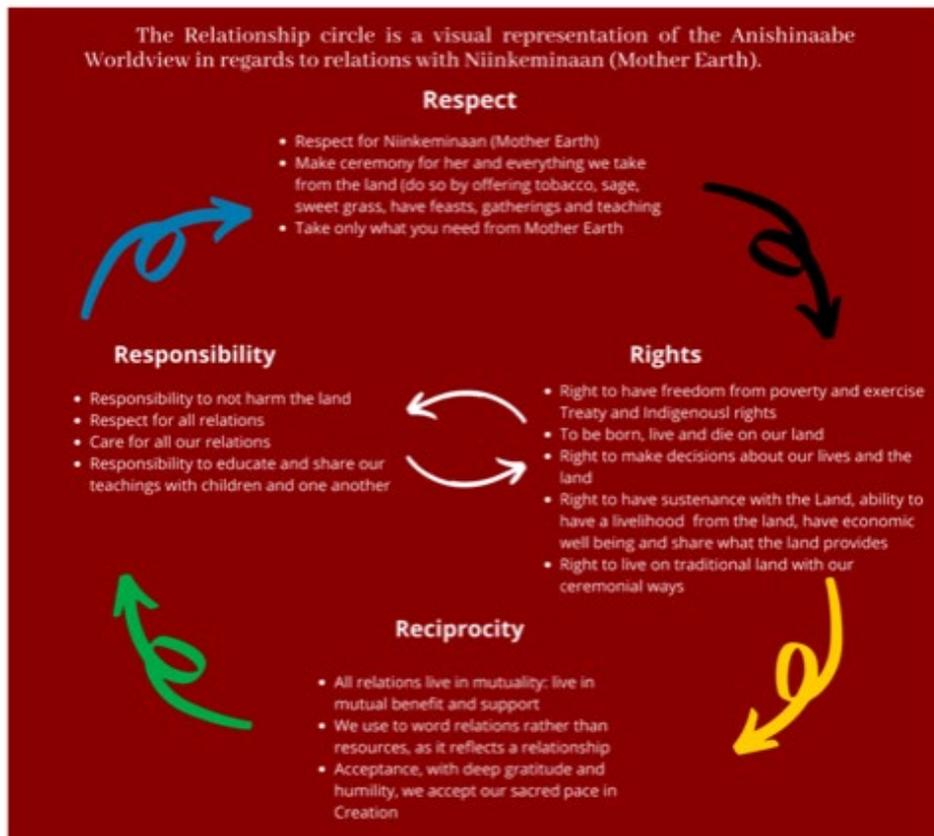
This report is intended to provide feedback to the Nuclear Waste Management Organization and the Government of Canada in regards to Treaty #3 laws and values. Treaty #3 members participated in the Radioactive Waste Strategy engagement session on June 23rd, 2022 via zoom. The concerns, considerations and recommendations portion of this Report are based on comments brought forth by Treaty #3 members.

Treaty #3 Communities have a right to meaningful consultation and engagement. During the COVID-19 pandemic there have been ongoing restrictions hindering the ability to have in-person engagement with Treaty #3 Communities. In this case as restrictions are continuing to be lifted Treaty #3 looks forward to moving ahead with meaningful in-person engagement. However, Treaty #3 does not support the notion that these engagement sessions fulfil the duty to consult.



The engagement sessions discussion and feedback was based around the following Manito Aki Inakonigaawin key principles:

- **Anishinaabe rights** (Inherent and Treaty Rights, right to be healthy, right to have a healthy environment)
- **Anishinaabe responsibilities** (care for the land, educate all generations)
- **Reciprocity with Mother Earth** (living in mutuality)
- **Respect to all beings** (extending to mother earth, animals, plants, traditional ceremony, offerings)



Developed by Kaaren Dannenman, traditional trapper and knowledge keeper, Trout Lake.



# DISCUSSION QUESTIONS

The engagement session had meaningful discussions in regards to how the development of a Radioactive Waste Strategy would impact Treaty #3 members and Treaty #3 Territory. Members from Grand Council Treaty #3 Women's Council and Men's Council were in attendance along with 2 Chiefs and 10 community members from Treaty #3.

Engagement questions that were asked included:

- What is most important to get right when developing an Integrated Strategy for Canada's Radioactive Waste?
- How do we best deal with Canada's Low-Level Waste and Intermediate-Level Waste over the long-term?
- What type(s) of facilities should we use? (Rolling stewardship vs disposal)
- How many of them should we build?
- Who should be responsible for implementing the strategy?

The session attendees felt as though these were large questions to be asking at the beginning of engagement. We did not come up with answers for these questions, however came up with concerns and recommendations to move forward, which will be explored further in this report.



# FEEDBACK

## A. Canada's Radioactive Waste Strategy Feedback

-Treaty #3 engagement session attendees propose the development of a Treaty #3 Radioactive Waste Strategy to ensure Treaty #3 rights and values are upheld through these processes and recommends the continued support from Canada and NWMO to fulfill this

-Canada and Ontario do not have a current understanding of Anishinaabe Inakonigaawin, such as Manito Aki Inakonigaawin and the Nibi Declaration

-As agreed upon in the signing of Treaty #3, Treaty #3 resource issues are discussed, approved, and/or refused/proceeded with under Manito Aki Inakonigaawin, not through government processes. Canada must take meaningful reconciliation seriously

-Canada must recognize First Nation self-determination and understand the complex issues and perspectives of Treaty #3, therefore supporting a specific Treaty #3 Radioactive Waste Strategy is necessary

-Canada's Radioactive Waste Strategy must not conflict with Treaty #3 governance laws, which are guided by Treaty #3 Communities and Elders

-Canada requires a strategy to decolonize the way Anishinaabe Knowledge is utilized in frameworks and Nation-to-Nation dialogue. To enhance the effectiveness of a Radioactive Waste Strategy, a Treaty #3 strategy will be developed around Anishinaabe Knowledge from Treaty #3 Elders and Knowledge Keepers, which can only be gathered under traditional protocols set out by the Elders in the Nation of Treaty #3



**B. Engagement Concerns**

- The development of a radioactive waste strategy for all of Canada is a blanket approach to regions with very different needs and values
- Questions posed in engagement session were large questions that do not tackle basic decision making and foundational processes that must be considered prior to where the radioactive waste will be stored
- Transportation of radioactive waste is still a large concern for the Nation in Treaty #3 considering the vast amounts of water in the area and considering the sacred relationship to the land, waters and its inhabitants

**C. Recommendations**

- Manito Aki Inakonigaawin and the Nibi Declaration must be respected in Canada's Radioactive waste strategy
- How the strategy will benefit the Nation in Treaty #3 must be discussed (economically, socially, and environmentally)
- Engagement must be long-term and include all generations to decide how a strategy of this magnitude will be moved forward
- Ontario and Canada must learn and respect all Anishinaabe Inakonigaawin, including Manito Aki Inakonigaawin and the Nibi Declaration
- Treaty #3 laws and rights must be upheld and respected first and foremost
- Further meaningful and in person engagement with Treaty #3 communities needs to be held to develop next steps
- Elders and Knowledge Keepers guiding ceremony are necessary to this process
- Anishinaabe Knowledge and Western Science must be considered and respected on equal footing
- When the NWMO develops the "What We Heard" report, it should include steps as to how Canada will tackle each recommendation



# WHAT IS MANITO AKI INAKONIGAAWIN?

At the beginning of time, Saagima Manito gave the Anishinaabe duties and responsibilities to protect, care for and respect the land. These duties were to last forever, in spirit, in breath and in all of life, for all of eternity. The spirit and intent of Manito Aki Inakonigaawin signifies the duty to respect and protect lands that may be effected from over-usage, degradation and un-ethical processes. Saagima Manito explained the Great Earth Law as a manner of thought, a way of feeling and a way of living. As a teaching, the law is difficult to translate to English, as it is engraved into Anishinaabe ways of life.

Manito Aki Inakonigaawin was officially written and ratified by Elders of the Anishinaabe Nation in Treaty #3 in 1997. On April 22 and 23, and July 31, 1997, an Elders gathering was held in Kay-Nah-Chi-Wah-Nung at Manito Ochi-waan. The Elders brought the written law through ceremony, where the spirits approved this law and respectfully petitioned the National Assembly to adopt it as a temporal law of the Nation. In the spring of 1997, a traditional validation process was held through a shake-tent ceremony.

Although it is now written in English, the authoritative version of Manito Aki Inakonigaawin lives in ceremony. No human decision is greater than spirit, therefore ceremony is an integral process to following Manito Aki Inakonigaawin.

The Anishinaabe Nation in Treaty #3 has pre-existing jurisdiction that continues to be exercised by the Nation, Grand Council and Treaty #3 Communities. Treaty #3 established a shared control over some matters between the British and the Anishinaabe, therefore it is imperative to reconcile the pre-existing sovereignty of the Anishinaabe with the asserted sovereignty of the Queen and her divisional governments.

The Anishinaabe Nation in Treaty #3 exercises pre-existing jurisdiction which includes our powers and authority as proper stewards of the land.

Since time immemorial, Creator entrusted the Anishinaabe to care for lands and resources on Turtle Island. The Anishinaabe maintain a spiritual connection to the land and Mother Earth. The 28 communities in Treaty #3 support and guide Grand Council's



efforts to facilitate collective engagement respecting the land and waters, as guided by the principles set out by Manito Aki Inakonigaawin.

Manito Aki Inakonigaawin has been an inherent law to Anishinaabe in Treaty #3 Territory since time immemorial. The law governs relationships with the land and its inhabitants throughout daily life. This includes:

- Respecting the lands and waters
- Giving offerings to spirits and Creator when you benefit from Mother Earth's gifts such as hunting, fishing or transportation
- Knowing your inherent rights that Treaty #3 members are born with
- Understanding the responsibility as a steward of the land

Since the law was formally written in 1997, it has helped uphold inherent and Treaty rights, and create a Nation based law-making process in the territory.

Manito Aki Inakonigaawin is written within and throughout nature- its spirit is within all living things on earth- from you, to the animals, to the trees, and to the air that we breathe. It is the natural law that governs the natural cycles of life. Manito Aki Inakonigaawin has its own spirit, as it itself is also living.

The law is eco-centric, which means the law considers and acknowledges that it's not only human beings that live on this land, but ALL things on Earth possess spirit and life. Manito Aki Inakonigaawin is based not only on rights- but also on the responsibilities we have as a collective to care for Mother Earth. The law is guided by Treaty #3 Communities in Treaty #3 Territory and supports the collective rights of the Nation as a whole, while affirming jurisdiction of Anishinaabe laws and respecting the jurisdictions held by Treaty #3 Communities. Manito Aki Inakonigaawin helps to provide a law-making (regulatory decisions/approvals/certificates/permits) process and is centered on the inherent relationship to Mother Earth.

Although the law was given to the Anishinaabe at the beginning of time- it's important to understand that the responsibility to protect and respect Mother Earth doesn't solely depend on Anishinaabe people- the law represents the collective duty of us all to protect Mother Earth.



Manito Aki Inakonigaawin states that there is the right to meaningful engagements and respect for inherent and Treaty rights. It is therefore considered to be unlawful to proceed with developments within Treaty #3 Territory without the proper consent of the Anishinaabe Nation in Treaty #3. Any Crown or proponent development/activity that occurs, which may affect natural resources must abide by these rights and roles of the duty to engage with the Anishinaabe Nation in Treaty #3. The obligation lies on all stakeholders who wish to develop or manage resources within Treaty #3 Territory to abide by Manito Aki Inakonigaawin. As such, MAI is considered a foundational process of mutual respect. Following a process that is guided by Manito Aki Inakonigaawin, it is possible for development to occur with the least amount of uncertainty and conflict. It also allows for the Anishinaabe Nation in Treaty #3 to weigh the burdens and benefits of any proposed major developments in order to provide rigorous recommendations to Treaty #3 Leadership on whether or not to approve/authorize major developments in Treaty #3 Territory.

By treaty with Her Majesty in 1873, the Nation shared its duties, responsibilities and protected its rights respecting 55,000 square miles of territory. The Anishinaabe Nation in Treaty #3 did not surrender any inherent rights of self-government by signing of the Treaty, instead believed the signing to be a mutual respect and sharing of the lands and resources. The Government of the Anishinaabe Nation in Treaty #3 continue to exercise its powers and authority throughout Treaty #3 Territory.

Treaty #3 was not a valid surrender instrument and notwithstanding the language of Treaty #3, which was written by the Crown in English, it would be unconstitutional for Anishinaabe to "surrender" the 55,000 square miles of territory. The Anishinaabe Nation in Treaty # 3 maintains rights and title to all lands and water in the Treaty # 3 Territory commonly referred to Northwestern Ontario and south-eastern Manitoba. Accordingly, any development in the Treaty # 3 Territory such as, but not limited to, forestry, mining, nuclear waste storage, hydro, highways and pipeline systems that operate in the Treaty # 3 Territory require the consent, agreement and participation of the Anishinaabe Nation in Treaty # 3.

In exercising its authority, the Grand Council expresses concern with proponents (corporations, developers etc.) who carry out business activities that may result in destruction to the environment or interfere with the rights-based activities of individual or collective members of the Anishinaabe Nation in Treaty # 3.



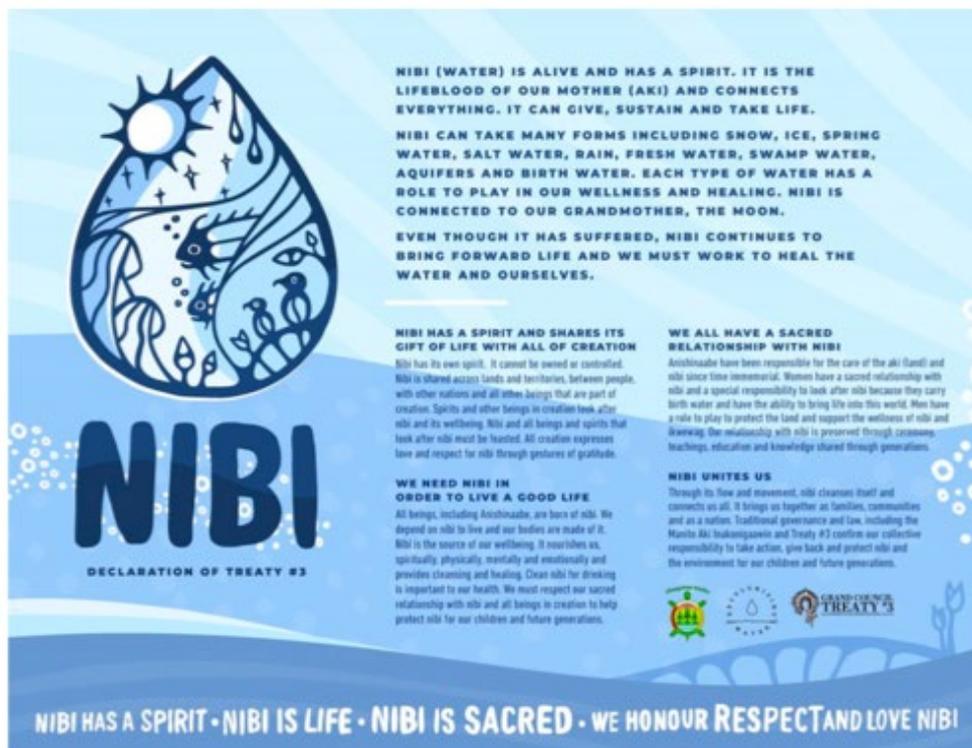
Manito Aki Inakonigaawin states that all resource developments should be done in honor with Anishinaabe rights and in respect to the natural resources. Therefore, Grand Council recognizes the potential for adverse effects in regards to exercising inherent and treaty rights that may be impacted through certain business activities. In order to eliminate, minimize, mitigate or otherwise accommodate these adverse effects, the Grand Council is prepared to hold discussions, engagements and potential negotiations with proponents, governments and other industry.

In accordance with Manito Aki Inakonigaawin process, proponents in Treaty #3 are required to contact Grand Council to seek specific Treaty # 3 authorizations, which will provide clear authority to conduct their business ventures and create legal certainty to legitimize these developments in Treaty # 3 Territory. These processes do not infringe on the rights of individual communities and it is recognized they have their own authorization and engagement protocols. It is the goal of the Grand Council to establish strong working relationships with any proponent who respects Anishinaabe laws, values and principles on the environment.



# WHAT IS THE NIBI DECLARATION?

The Nibi Declaration is a way for Treaty #3 to explain the Anishinaabe relationship to water. The Declaration can be a reflection of the sacred teachings of water held by Treaty #3 knowledge keepers/Gitiizii m-inaanik to be shared with communities and those outside of the Treaty #3 Nation. It can speak to the sacred relationship and responsibilities that the Anishinaabe have to water, water beings and the lakes and rivers around them.



**NIBI (WATER) IS ALIVE AND HAS A SPIRIT. IT IS THE LIFE BLOOD OF OUR MOTHER (AKI) AND CONNECTS EVERYTHING. IT CAN GIVE, SUSTAIN AND TAKE LIFE.**

**NIBI CAN TAKE MANY FORMS INCLUDING SNOW, ICE, SPRING WATER, SALT WATER, RAIN, FRESH WATER, SWAMP WATER, AQUIFERS AND BIRTH WATER. EACH TYPE OF WATER HAS A ROLE TO PLAY IN OUR WELLNESS AND HEALING. NIBI IS CONNECTED TO OUR GRANDMOTHER, THE MOON.**

**EVEN THOUGH IT HAS SUFFERED, NIBI CONTINUES TO BRING FORWARD LIFE AND WE MUST WORK TO HEAL THE WATER AND OURSELVES.**

**NIBI HAS A SPIRIT AND SHARES ITS GIFT OF LIFE WITH ALL OF CREATION**  
 Nibi has its own spirit. It cannot be owned or controlled. Nibi is shared across lands and territories, between people, with other nations and all other beings that are part of creation. Spirits and other beings in creation look after nibi and its wellbeing. Nibi and all beings and spirits that look after nibi must be treated. All creation expresses love and respect for nibi through gestures of gratitude.

**WE NEED NIBI IN ORDER TO LIVE A GOOD LIFE**  
 All beings, including Anishinaabe, are born of nibi. We depend on nibi to live and our bodies are made of it. Nibi is the source of our wellbeing. It nourishes us, spiritually, physically, mentally and emotionally and provides cleansing and healing. Clean nibi for drinking is important to our health. We must respect our sacred relationship with nibi and all beings in creation to help protect nibi for our children and future generations.

**WE ALL HAVE A SACRED RELATIONSHIP WITH NIBI**  
 Anishinaabe have been responsible for the care of the aki (land) and nibi since time immemorial. Women have a sacred relationship with nibi and a special responsibility to look after nibi because they carry birth water and have the ability to bring life into this world. Men have a role to play to protect the land and support the wellbeing of nibi and women. The relationship with nibi is preserved through ceremony, teachings, education and knowledge shared through generations.

**NIBI UNITES US**  
 Through its flow and movement, nibi cleanses itself and connects us all. It brings us together as families, communities and as a nation. Traditional governance and law, including the Manito Aki Iskwagaawin and Treaty #3 confirm our collective responsibility to take action, give back and protect nibi and the environment for our children and future generations.

**NIBI**  
 DECLARATION OF TREATY #3

**NIBI HAS A SPIRIT • NIBI IS LIFE • NIBI IS SACRED • WE HONOUR RESPECT AND LOVE NIBI**



# GRAND COUNCIL TREATY #3

THE GOVERNMENT OF THE ANISHINAABE NATION IN TREATY #3

Zhaagimaa Waabo



For more information or questions, please contact:

Hailey Krolyk  
Policy Analyst, Territorial Planning Unit  
[hailey.krolyk@treaty3.ca](mailto:hailey.krolyk@treaty3.ca)  
807.464.0713



## Annexe H – Mémoire du Grand Conseil du Traité 3, Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs, 2 février 2023



February 2<sup>nd</sup>, 2023

Sara Dolatshahi  
Strategic Project Director  
Nuclear Waste Management Organization

### **RE: Draft Integrated Strategy for Radioactive Waste**

**Background:** On August 25, 2022, the NWMO released its Draft Integrated Strategy for Radioactive Waste (**ISRW**) for public comment. Grand Council Treaty #3 (**GCT#3**), as represented by the Territorial Planning Unit (**TPU**), provides the following comments on NWMO's ISRW. These comments must be read in a manner that is consistent with the 2011 Elders Declaration opposing the storage of Nuclear Waste in Treaty #3 Territory, and the Chiefs in Assembly position that any activities in Treaty #3 Territory must be authorized through the Anishinaabe Nation in Treaty #3 protocols, processes and Manito Aki Inakonigaawin.

GCT#3 is the governing body of the Anishinaabe Nation in Treaty #3 and represents 28 Treaty #3 First Nations across Treaty #3 Territory. GCT#3's mandate is to protect the future of the Anishinaabe people by ensuring the protection, preservation, and enhancement of inherent and Treaty #3 rights. The TPU is a department within the GCT#3 that works with Treaty #3 Leadership to protect the lands, water, and resources within the 55,000 square miles of Treaty #3 Territory. The TPU is guided by Anishinaabe Inakonigaawin - Manito Aki Inakonigaawin (Great Earth Law) and Treaty #3 Nibi (Water) Declaration.

**Governance:** Treaty #3 Territory, including the lands, water, and resources, and the management thereof, are governed by Anishinaabe law, called Manito Aki Inakonigaawin (Great Earth Law), as well as the Nibi Declaration. Manito Aki Inakonigaawin represents respect, reciprocity, and responsibilities with all relations in regards to Mother Earth. The Great Earth Law embeds the duty to respect and protect lands from being potentially affected by over-usage, degradation, and unethical processes, into Anishinaabe Nation in Treaty #3 decision-making processes. The law applies to Treaty #3 Territory and passed on through Anishinaabe Elders and Treaty #3 Gitiizii m'inaanik (Knowledge Keepers).

The Nibi Declaration represents respect, love, and the sacred relationship between the Anishinaabe and nibi (water), and the life that it brings. It is based on teachings about water, lands, other elements like air and wind, and creation. The Declaration is meant to preserve and share knowledge with youth and future generations. The Declaration guides the Anishinaabe's unique relationship with nibi so they can take action individually, in communities, and as a

ADMINISTRATIVE OFFICES FOR THE GRAND COUNCIL OF TREATY #3 & ITS COMMITTEES  
P.O. BOX 1720, Kenora, Ontario P9N 3X7 Phone: 807-548-4214 Fax: 807-548-5041 Website: www.get3.ca

nation to help ensure healthy, living nibi for all creation.

**Comments:**

GCT#3 has reviewed NWMO's ISRW which will be submitted to the Minister of Natural Resources Canada (NRCan).

GCT#3 requests that NWMO share these comments directly with the NRCan alongside its final ISRW as an Appendix. Similar to NWMO's caveat at p. 6 of the ISRW, GCT#3 also requests the opportunity to revisit these comments following the publication of the revised *Policy for Radioactive Waste Management and Decommission*. In this regard, we ask that NWMO notify the TPU should there be any consequential revisions to this draft ISRW.

From GCT#3's perspective, Nation-to-Nation engagements with NRCan regarding the recommendations set out in NWMO's ISRW, Canada's Policy for Radioactive Waste Management and Decommission, are required prior to making decisions on the recommendations and policies contained therein.

**NWMO Recommendation 1: Low-level waste should be disposed of in multiple near-surface facilities with implementation resting with the waste owners**

**GCT#3 Comment:** GCT#3 questions how the location of the low-level waste near-surface facilities will be identified and assessed, including regional facilities. Should multiple near-surface facilities be further studied, including regional facilities, as recommended by NWMO at p. 53 of the ISRW, and a site in Treaty #3 Territory is being contemplated, GCT#3 must be involved in the site-selection process early. NWMO has not yet proceeded through the Anishinaabe Nation in Treaty #3's Manito Aki Inakonigaawin authorization process as it relates to its ongoing DGR site selection process.. GCT#3 emphasizes that an equitable distribution of the responsibility and risks of the low-level disposal facilities must occur to reduce the burden on the Anishinaabe Nation in Treaty #3. GCT#3 requests further information be provided in NWMO's ISRW on how the site(s) will be selected for further study.

**NWMO Recommendation 2: Intermediate-level waste should be disposed of in a single deep geological repository with implementation by a single organization, the NWMO**

**GCT#3 Comment:** Whether or not co-location or a centralized single deep-geological repository, should any site be identified within Treaty #3 Territory, then the jurisdiction and authority of the Anishinaabe Nation in Treaty #3 is engaged. Meaning, Anishinaabe and Crown laws, assessment tools and decision-making processes must be reconciled. GCT#3 expresses concerns in regards to how the DGR site selection process was structured and is being carried out, and questions how the consent of the host communities works when there are more than one. GCT#3 requires further visibility, and meaningful consultations, on NWMO's site selection processes.

ADMINISTRATIVE OFFICES FOR THE GRAND COUNCIL OF TREATY #3 & ITS COMMITTEES  
P.O. BOX 1720, Kenora, Ontario P9N 3X7 Phone: 807-548-4214 Fax: 807-548-5041 Website: www.gct3.ca

Based on GCT#3's experience on another project currently in progress, we have concerns that NWMO is recommending itself to implement the final IRWS. In particular, GCT#3 experienced challenges as it relates to Anishinaabe jurisdiction, rights and knowledge. That being said, NWMO has recently demonstrated its willingness and commitment to respecting inherent and Treaty #3 rights of the Anishinaabe Nation in Treaty #3, integrating Anishinaabe knowledge, protocols and processes into decision-making processes, and ensuring compliance with Anishinaabe law. Should continued progress be demonstrated, it may make sense that NWMO's experience and expertise be leveraged. It goes without saying, that NWMO should explore recommendations that ensure enhanced, direct representation from the Anishinaabe Nation in Treaty #3.

**Recommendation 3: A third-party, independent of the implementing organizations, should oversee the implementation of the strategy**

**GCT#3 Comment:**

GCT#3 is concerned that NWMO included at p. 59 of the Draft IRWS that "[i]t was noted that it is important to solicit input from experts and industry and just as important to dialogue with Indigenous communities when creating and implementing sites for storage over the long-term". In this light, it is imperative that the Anishinaabe Nation in Treaty #3's knowledge and protocols are respected and implemented, and ensures that NWMO actions comply with Canada's UNDRIP Act..

Additionally, at p. 59, NWMO points out that "[f]inally, we heard that, before the ISRW is finalized, that the federal government and the provincial governments should agree on it." Although it may be unintentional, excluding Indigenous governments is not the path to success and is an oversimplification of who needs to be involved. If we're thinking long-term recommendations, GCT#3 encourages NWMO and NRCan to consider how much change has been made to the legal and regulatory landscape of Indigenous rights in Canada since 2002 when the Government of Canada, through the *Nuclear Fuel Waste Act*, established NWMO. NWMO and NRCan can assume that these rights will only continue to be clarified through agreements (or by the courts), and ultimately lead to cooperative Nation-to-Nation and Government-to-Government relationships, as the case may be, and shared-decision making frameworks.

**Recommendation 4: Consent of the local communities and Indigenous peoples in whose territory future facilities will be planned must be obtained in siting**

**GCT#3 Comment:** GCT#3 agrees that consent from Indigenous peoples must be obtained in siting. This underpins our position that meaningful consultations are required during siting, including via technical review and incorporation of Anishinaabe knowledge. If any future facility is to be considered in Treaty #3 Territory, the Government of Canada, NWMO and waste owners must build relationships and follow Manito Aki Inakonigaawin to begin discussions on what "consent" may look like in Treaty #3 Territory. Canada must go beyond the requirement of "involvement" of Treaty #3 communities in the site selection process to include joint

decision-making authority with the Anishinaabe Nation in Treaty #3. It's unclear why the local communities, which are creatures of statute, are being categorized in the same way that as Indigenous peoples, as Indigenous peoples have privileges and rights that are affirmed by the Constitution and Charter.

**Recommendation 5: Design of facilities should prioritize the protection of water**

**GCT#3 Comment:** Site selection near major water sources impacts the inherent and treaty rights of the Anishinaabe in Treaty #3. The Anishinaabe Nation in Treaty #3 have the right and responsibility to protect the water, as the Nation is connected through watersheds. What occurs anywhere along the stream impacts all of life. Treaty #3 has the right to clean and safe water to sustain life, now and in the future. The Nibi Declaration must be followed and respected through following Manito Aki Inakonigaawin processes and principles set out by the Anishinaabe Nation in Treaty #3. The Government of Canada must support the implementation of the Nibi Declaration and Manito Aki Inakonigaawin through providing support for, and unlocking the potential of, Anishinaabe Nibi initiatives.

**Recommendation 6: Long-term caretaking should be established for disposal facilities**

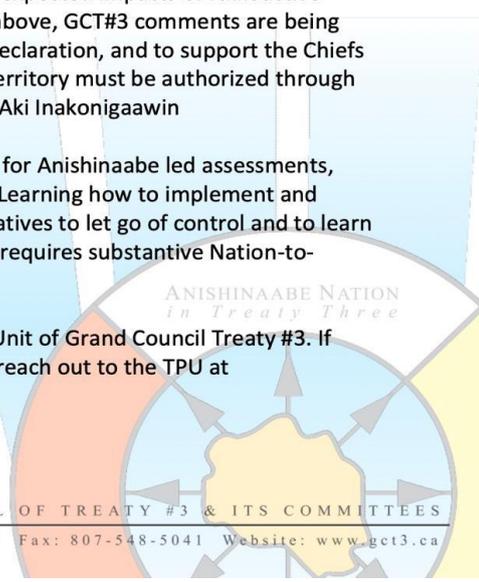
**GCT#3 Comment:** GCT#3 supports, in principle, the fact that long-term caretaking must be established for potential disposal facilities. The Anishinaabe Nation in Treaty #3 have mechanisms in place such as Manito Aki Inakonigaawin that support the compliance and monitoring of the potential sites, which must be followed. Treaty #3 Project Assessments, including life-of-project environmental regulation processes, should be used for long term environmental monitoring, as well as enforcement and compliance.

**Recommendation 7: We need to take action now and not defer to future generations**

**GCT#3 Comment:** GCT#3 agrees, in principle, that action must be taken now and that there is a pressing need for change in regards to the ongoing and/or expected impacts of radioactive disposal for waste owners. That being said, as mentioned above, GCT#3 comments are being provided on a without prejudice basis to the 2011 Elders Declaration, and to support the Chiefs in Assembly position that any development in Treaty #3 Territory must be authorized through the Anishinaabe Nation in Treaty #3 protocols and Manito Aki Inakonigaawin

The Government of Canada must continue to create space for Anishinaabe led assessments, and NRCan should be mindful of this important mandate. Learning how to implement and respect Anishinaabe Knowledge requires Crown representatives to let go of control and to learn from and trust the Anishinaabe Nation in Treaty #3. It also requires substantive Nation-to-Nation dialogue.

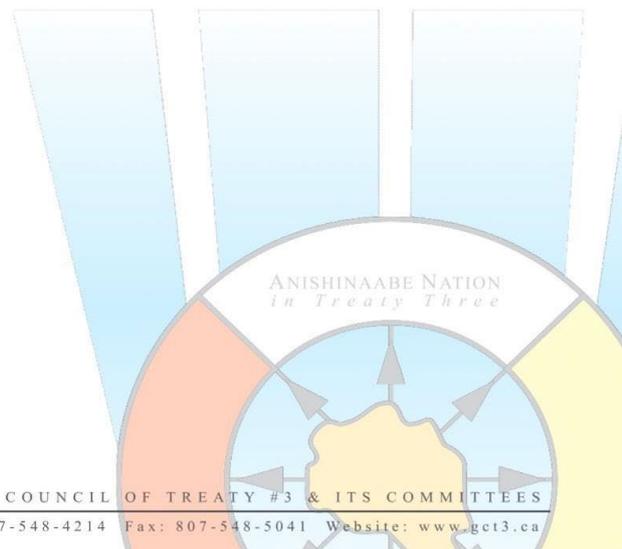
These comments are prepared by the Territorial Planning Unit of Grand Council Treaty #3. If you require further information, please do not hesitate to reach out to the TPU at [hailey.krolyk@treaty3.ca](mailto:hailey.krolyk@treaty3.ca) or call us at 807.548.4214.



Miigwetch,

*Hailey Krolyk*

Hailey Krolyk  
Policy Analyst  
Grand Council Treaty #3  
hailey.krolyk@treaty3.ca



ADMINISTRATIVE OFFICES FOR THE GRAND COUNCIL OF TREATY #3 & ITS COMMITTEES  
P.O. BOX 1720, Kenora, Ontario P9N 3X7 Phone: 807-548-4214 Fax: 807-548-5041 Website: www.gct3.ca

## Annexe I – Nation ojibwée de Saugeen, Bureau de l’environnement, mémoire, Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs – Ébauche, 20 juin 2023

010129 Highway 6,  
Georgian Bluffs, ON  
NOH 2T0  
(519) 534-5507  
saugeenojibwaynation.ca



June 20, 2023

Sara Dolatshahi  
Director, Strategic Projects  
Nuclear Waste Management Organization  
[sdolatshahi@nwmco.ca](mailto:sdolatshahi@nwmco.ca)  
[Delivered via email]

Dear Ms. Dolatshahi,

During our meetings on February 10 and April 14, 2023, we conveyed the Saugeen Ojibway Nation’s (SON) fundamental questions and concerns about the draft Integrated Strategy for Radioactive Waste (ISRW). As you are aware, the SON is host to the vast majority of Ontario’s low and intermediate level waste (I&ILW) and 40 percent of Canada’s spent fuel. Further, SON territory is one of two proposed sites for the Nuclear Waste Management Organization’s (NWMO) Adaptive Phased Management plan’s deep geological repository (DGR). Consequently, the development of an integrated long-term management strategy for all of Canada’s radioactive waste is of great importance to us.

The most fundamental challenge the SON has with the draft ISRW is that, from our perspective, it is not an integrated long-term management strategy at all. Rather, it is a report comprised of proposed high-level principles for radioactive waste management interwoven in a review of what was heard during the NWMO consultation processes. The NWMO should make clear that the ISRW seeks only to set guiding principles and that the implications of applying these principles are not meaningfully considered. How these principles are to be transformed into a strategic plan with specific end goals and the means for achieving these goals are not considered either. It is unclear to the SON what the next steps are following the submission of the draft ISRW to Natural Resources Canada (NRCan). It is also unclear how the responsibility for the draft ISRW will be allocated between NRCan and NWMO once submitted. For SON, this is cause for alarm as we have no assurance that our rights and interests will be properly considered and protected as this proposal solidifies into an actual plan. We ask that the NWMO explain the process going forward to ensure the SON remains informed.

In reviewing the draft ISRW, the SON has sought to understand the effects of the NWMO’s recommendations on SON People and Territory by anticipating their potential impacts. In so doing, it has become clear that seemingly neutral principles stand to have significant, disproportionately negative impacts on the SON. The impacts of certain recommendations, such as the proposed co-location of ILW with spent fuel in the NWMO’s DGR, are obvious. If the DGR is ultimately located in SON Territory, the SON will be subject to significant pressure to accept even more waste. Moreover, the possibility of co-location will cause further confusion and complexity for the SON and its People in their consideration of whether to accept the DGR in our Territory. The potential effects of other recommendations outlined in the draft ISRW, however, are much less evident without further consideration.

In grappling with how to properly dispose of LLW, for example, the NWMO recommends that the development of regional facilities as a strategy be considered further. The consequences to the SON of this potential approach only become apparent when it is considered in tandem with the ISRW's emphasis on avoiding transporting waste for various reasons, such as cost-savings. As Ontario Power Generation currently centralizes its LLW from all facilities in SON Territory, the proposal of regionalization will naturally lead to consideration or even bias towards permanently disposing of current and future streams of LLW in SON Territory. Coupled with the proposal of co-locating ILW with spent fuel, this leads to the conclusion that the majority of all types of radioactive waste produced in Canada could find its home in SON Territory forever. Unfortunately, because the draft ISRW leaves us to make these connections of the on-the-ground implications of the NWMO's recommendations, it fails to honestly portray what is likely to be asked of the SON People as Canada moves forward with its radioactive waste disposal plans.

During our April meeting, we were informed that the NWMO is considering amending its recommendations in response to the Government of Canada's newly released *Policy of Radioactive Waste and Decommissioning*. Specifically, the NWMO is proposing downgrading some of the recommended principles to mere considerations. This is of great concern to the SON. In particular, the proposition that the NWMO downgrade the principle of requiring an informed and willing host community is totally unacceptable. This essential commitment is a core pillar of the NWMO's engagement and a key aspect of its mandate. The trust that exists between the SON and the NWMO depends on this commitment. The NWMO's proposal of radically expanding the scope of the DGR to receive not just spent fuel but also ILW would be rendered completely impossible without the assurance of the principle of willingness.

The SON has already become host to the world's largest operating nuclear reactor and the majority of Canada's radioactive waste without its consent. It is essential that this history is not repeated. This is particularly true in light of the commitments Canada has made to implementing the *United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples*. We strongly disagree with NWMO's view that the modernized *Policy on Radioactive Waste and Decommissioning*, in and of itself, provides adequate guarantees that Canada will honour this fundamental commitment of a willing host. Of all the recommendations in the ISRW, this commitment is the most important to the SON.

In addition to the overarching concerns described above, the SON has provided specific proposed additions to the draft ISRW in the attached document. Due to the challenge of disentangling the NWMO's recommendations from its overview of "what we heard", the SON has limited its comments to the Executive Summary in which the NWMO's proposed principles are plainly articulated.

We look forward to our continued work with the NWMO on this important issue. It is imperative that we find appropriate and just solutions to the current radioactive waste management problem.

Regards,



Michael Chegahno | Energy Manager, Saugeen Ojibway Nation Environment Office  
manager.energy@saugeenojibwaynation.ca

## DRAFT INTEGRATED STRATEGY FOR RADIOACTIVE WASTE

### EXECUTIVE SUMMARY

#### Proposed Recommendations for the Implementation of the Strategy

The following recommendations consider the inputs obtained from international benchmarking, stock taking, technical and cost estimate assessments, and public and Indigenous engagement. These recommendations address the existing gaps in Canada's long-term management of radioactive waste. These recommendations when taken along with the existing ~~ce~~ projects in operation or undergoing regulatory assessments at the time of writing form a complete ~~strategy~~ **set of guiding principles** to address all existing and future waste in Canada.

#### Recommendation 1: Low-level waste should be disposed of in multiple near-surface facilities with implementation resting with the waste owners

Disposal of low-level waste aligns with international best practices and was preferred by the majority of participants.

From a technical, financial and societal perspective, near-surface disposal is the best option to contain the waste until it no longer poses a hazard.

The Concrete Vault options is the recommended technical approaches to address all the low-level waste. The Engineered Containment Mound was the option most often preferred from a societal and financial perspective, but it is only suitable for 6% of the inventory based on preliminary technical assessments.

From a societal point of view, multiple facilities located in willing host communities were preferred given the large volumes of waste and transportation considerations. Centralization does garner significant support as well and, financially, economies of scale may favour centralization. Further detailed analysis, including the cost of transportation, is needed. The concept of regional facilities should be further explored. **Special attention should be given to the potential disproportionate impacts a centralized or regional facilities' approach would have on Indigenous Nations that may already be carrying a significant burden with respect to radioactive waste. Efficiencies due to reduced transportation costs should not justify adopting such an approach.**

#### Recommendation 2: Intermediate-level waste should be disposed of in a single deep geological repository with implementation by a single organization, the NWMO

Disposal of intermediate-level waste aligns with international best practices and was preferred by the majority of participants.

From a technical and societal point of view, disposal in a deep geological repository is the best option to isolate the waste from the environment. This approach would also be able to accommodate non-fuel high-level waste.

We heard from participants that having one central place in the country for intermediate level waste would be preferable to several regional facilities. From a societal perspective, co-location with irradiated fuel has the same level of support as a separate deep geological repository for intermediate-level waste. From a financial perspective, co-location is the most economical option.

We heard from participants support for the NWMO to be the organization to implement the solution for intermediate-level waste.

Commitment to the principles of informed consent and volunteerism from a willing host community are essential to the acceptability of this plan. This is especially important in the case of co-location where a host community may be asked to accept an “expanded” facility to house ILW with spent fuel. Technical, societal, and financial perspectives on the acceptability of the co-location of intermediate-level waste cannot come at the expense of these principles and of the commitments Canada has made to Indigenous peoples through the adoption of the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples.

**Recommendation 3: A third-party, independent of the implementing organizations, should oversee the implementation of the strategy**

In the development of the ISRW, there was also considerable support expressed for independent oversight of the implementation of the strategy for radioactive waste, as well as for the greater ongoing involvement of interested parties throughout the lifecycle of the facilities. Waste owners would retain responsibility for funding, planning, development and operation of their radioactive waste disposal sites.

Natural Resources Canada should consider an appropriate oversight model that is independent of the implementing organizations. This oversight should consider how to incorporate the input or involvement of interested parties such as Indigenous peoples and civil society and should include representatives from Indigenous Nations deeply impacted by the nuclear industry.

**Recommendation 4: Consent of the local communities and Indigenous peoples in whose territory future facilities will be planned must be obtained in siting**

This consideration was prioritized by the majority of contributors. It is also aligned with the objectives of Canada’s draft Radioactive Waste Policy, in relation to the implementation of United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples (UNDRIP). This principle of informed consent and volunteerism must apply to the disposal of all levels of radioactive waste.

#### Recommendation 5: Design of facilities should prioritize the protection of water

While safety can be demonstrated from a technical standpoint regardless of location, it may be difficult to obtain societal support for facilities located in close proximity to major sources of drinking water. This was a priority for most participants who felt strongly that waste disposal sites should not be built near sources of drinking water as they felt these could contaminate it and affect their way of life.

While participants indicated that facilities should be located away from any major water sources, the reality of the Canadian landscape is that this would not be feasible. Protection of water is paramount, and therefore any disposal facilities must meet the highest standards of environmental and water protection.

#### Recommendation 6: Long-term caretaking should be established for disposal facilities

There should be oversight of the waste and of the facilities for as long as future generations deem it to be necessary to ensure that the environment remains protected. This concept also includes the transfer of knowledge of the waste and where it is located with future generations and periodic review of the monitoring plans, to determine whether they continue to be adequate or necessary. *Host Indigenous Nations should be aware of and participate in the retention and transfer of knowledge regarding the waste and the periodic review of the plans.*

#### Recommendation 7: We need to take action now and not defer to future generations

There is a need for an integrated strategy, and the approach to the long-term management of low-level and intermediate-level waste should be determined with a sense of urgency rather than leaving this to future generations. This will require on-going commitment and support from government, with a structure that will be empowered to deliver on the implementation of the strategy regardless of changes in power. *This sense of urgency, however, cannot come at the expense of proper reconciliation with Indigenous Nations deeply affected by the nuclear industry.*

#### Recommendation 8: Resolving legacy issues for host Indigenous Nations is an integral part of future waste management planning

*Certain Indigenous Nations have been deeply impacted by the development of the nuclear industry in Canada. This industry was developed on their treaty territories without consultation or accommodation. The resolution of legacy issues, which include historical, on-going, and future impacts, should be integrated into the planning of future waste management and disposal to avoid perpetuating injustices.*

## Annexe J – Principes directeurs de la SIDR



La SGDN a défini un ensemble de principes directeurs fondés sur ce que l'organisation a entendu antérieurement de la part des Canadiens et des peuples autochtones. Ces principes initiaux ont été inclus dans la recherche sur l'opinion publique et affinés par les participants lors du Sommet canadien sur les déchets radioactifs – le premier des événements de concertation organisés pour l'élaboration de la Stratégie intégrée pour les déchets radioactifs (SIDR), lequel a eu lieu du 30 mars au 1<sup>er</sup> avril 2021. Les principes dégagés lors du Sommet ont servi de base de discussion lors des séances subséquentes de concertation avec la collectivité sur la SIDR.

Les principes directeurs sont les suivants :

- **La sûreté est un principe cardinal**
- **Éclairée par les meilleures connaissances disponibles**
- **Respecter les droits et les traités des Autochtones**
- **Faire preuve de transparence, informer le public et travailler en concertation avec lui**
- **Respecter ou dépasser les exigences réglementaires**
- **Être responsable sur le plan financier**
- **Mettre à contribution les projets existants**
- **Assurer la sécurité**
- **Protéger l'environnement**

Le texte intégral des principes directeurs se décline comme suit :

- **La sûreté doit être le principe cardinal guidant** l'élaboration de la Stratégie. La sûreté, **y compris la protection de la santé humaine**, ne doit pas être compromise par d'autres considérations.
- La stratégie doit **assurer la sécurité des installations, des matériaux, des infrastructures et des informations**.
- La stratégie doit **assurer la protection de l'environnement**, ce qui comprend la protection de l'air, de l'eau, du sol, de la faune et de l'habitat.
- La stratégie doit être élaborée et mise en oeuvre de manière **à satisfaire, voire à surpasser, les exigences réglementaires** en matière de santé, de sûreté, de protection des personnes et de l'environnement.
- La stratégie doit **s'appuyer sur les meilleures connaissances disponibles, ce qui comprend le savoir traditionnel**, les sciences fondamentales, les sciences sociales, le savoir local et les bonnes pratiques internationales. Pour être robuste, elle doit en effet intégrer les connaissances traditionnelles et les modes de vie des Premières Nations, y compris la connaissance du territoire et de l'environnement. Elle doit également intégrer les valeurs et les principes favorisant le développement et le maintien de relations fructueuses et porteuses de sens.
- La Stratégie doit **respecter les droits des Autochtones et leurs traités** et prendre en considération toute revendication des peuples autochtones auprès du gouvernement fédéral qui n'a pas encore été résolue.
- La Stratégie doit être **élaborée de manière transparente afin d'informer et d'engager le public, notamment les jeunes et les Autochtones, à participer**. Il sera important, dès le début du processus, de donner des formations faciles à comprendre aux personnes les plus susceptibles d'être touchées par la mise en oeuvre de la stratégie. Il faudra écouter leurs questions et leurs préoccupations, en prendre acte et fournir des réponses. Le public pourra facilement consulter les informations utilisées pour son élaboration.
- La Stratégie doit être **élaborée et mise en oeuvre selon un plan financier responsable** afin d'éviter que le coût des projets n'alourdisse le fardeau financier des consommateurs d'électricité, des contribuables et des générations futures.

## Glossaire des termes employés (gestion des déchets nucléaires)

**Caverne rocheuse peu profonde** : la méthode de stockage en [caverne rocheuse peu profonde](#) est parfois utilisée pour le stockage de déchets de faible activité ou pour les déchets de faible et de moyenne activité (DFA ou DFMA). Plusieurs cavernes rocheuses sont excavées à une profondeur nominale de 50 à 100 mètres sous la surface dans une roche de faible perméabilité. On y accède depuis la surface par un petit système de rampes et de tunnels.

**Déchets** : Dans le contexte du rapport *Ce que nous avons entendu*, « déchets » sous-entend « déchets radioactifs », sauf indication contraire (p. ex. déchets non nucléaires).

**Déchets de faible activité (DFA)** : les déchets radioactifs de faible activité sont produits par les réacteurs en exploitation et les utilisations médicales, universitaires, industrielles et commerciales de substances radioactives. Les DFA contiennent des matières renfermant des radionucléides en quantités supérieures aux seuils de libération et d'exemption (tels que définis dans le *Règlement sur les substances nucléaires et les appareils à rayonnement*), mais ils sont généralement caractérisés par une quantité limitée de radionucléides à longue période. Les DFA requièrent l'isolement et le confinement pour des périodes pouvant atteindre quelques centaines d'années. Une installation d'évacuation artificielle près de la surface convient généralement pour ces déchets.

**Déchets de haute activité (DHA)** : les déchets radioactifs de haute activité (DHA) désignent principalement le combustible nucléaire irradié ou les déchets qui produisent beaucoup de chaleur par désintégration radioactive. Les DHA sont associés à des rayonnements pénétrants qui nécessitent un blindage. Ils contiennent aussi d'importantes quantités de radionucléides à longue période radioactive, d'où la nécessité d'un isolement à long terme. Le placement dans des formations géologiques profondes et stables à des profondeurs de plusieurs centaines de mètres ou plus sous la surface est recommandé pour la gestion à long terme de ces déchets.

**Déchets de moyenne activité (DMA)** : les déchets radioactifs de moyenne activité sont principalement générés par les centrales nucléaires et les réacteurs prototypes et de recherche, les installations d'essai ainsi que les fabricants et les utilisateurs de radioisotopes. Les DMA contiennent habituellement des radionucléides à vie longue qui doivent être isolés et confinés pour des périodes supérieures à quelques centaines d'années. Ces déchets ne nécessitent aucune disposition particulière ou alors, des dispositions limitées, pour la dissipation de la chaleur pendant leur stockage et leur évacuation. En raison de leur contenu en radionucléides à longue période, ces déchets exigent généralement un degré de confinement et d'isolement plus important que celui pouvant être assuré par les dépôts près de la surface. Les déchets de cette catégorie peuvent devoir être enfouis à de plus grandes profondeurs intermédiaires allant de quelques dizaines à quelques centaines de mètres, voire plus.

**Dépôt géologique en profondeur (DGP)** : un [dépôt géologique en profondeur](#) consiste généralement en un réseau de tunnels et de salles de stockage de déchets radioactifs construit à plusieurs centaines de mètres sous la surface du sol. De par leur conception, ces dépôts utilisent un système à barrières multiples : des barrières ouvragées, comme les conteneurs de déchets, et des barrières naturelles, comme la roche elle-même, se conjuguent pour confiner les déchets et les isoler des personnes et de l'environnement.

**Enceinte de béton** : l'[enceinte de béton](#) est un type d'installation de stockage près de la surface largement utilisé dans le monde pour stocker les déchets radioactifs de faible activité (DFA). Une enceinte de béton a l'apparence d'une grande boîte en béton. Un dépôt de ce type comprendrait plusieurs de ces enceintes. Chaque enceinte aurait son propre système de drainage et un « système de recouvrement » composé de diverses couches de sol et d'une couche supérieure d'herbe ou d'autres plantes. Cette méthode de stockage peut être utilisée pour un large éventail de types de sols. Elles sont de conception modulaire, c'est-à-dire que des enceintes supplémentaires peuvent être ajoutées pour augmenter la capacité du dépôt.

**Forage profond** : le stockage en [forage profond](#) est une technologie émergente pour les déchets qui doivent être isolés pendant quelques centaines d'années. Il peut être approprié pour de faibles volumes de déchets de moyenne activité (DMA). Une série de forages étroits sont réalisés à une profondeur d'environ 500 à 1 000 mètres. On y descend des colis de déchets, créant ainsi une pile de déchets à grande profondeur dans le sol.

**Gestion à long terme** : gestion à long terme des déchets nucléaires radioactifs par le biais de l'entreposage ou du stockage.

**Intendance perpétuelle** : l'[intendance perpétuelle](#) est une approche de gestion des matières radioactives pour lesquelles il n'existe pas à court terme de solution de stockage. Dans le cadre de la solution de l'intendance perpétuelle, les déchets radioactifs sont entreposés à la surface, où des mesures de contrôle humaines permettent de confiner, d'isoler, de surveiller et de sécuriser les déchets de manière sûre et indéfinie, c'est-à-dire en passant le relai de l'intendance d'une génération à la suivante, et à la suivante encore, et ainsi de suite indéfiniment (succession d'intendants). Ce concept présume que la technologie résoudra un jour le problème de la gestion à long terme des déchets, possiblement en les détruisant ou les neutralisant.

**Matières en vrac** : matières de nature granulaire, comme de la terre, du béton démolé ou des déchets de construction/démolition.

**Monticule ouvragé de confinement (MOC)** : un [monticule ouvragé de confinement](#) est un type d'installation de stockage près de la surface où les colis de déchets sont placés sur une base étanche, puis recouverts d'épaisses couches de matériaux naturels tels que l'argile et la terre. Des couches de matériaux synthétiques comme du polyéthylène haute densité sont également incorporées pour empêcher que des rayonnements soient libérés dans l'environnement. Ce type d'installation comprend habituellement des systèmes de collecte et de traitement des eaux usées. Le MOC convient aux déchets de faible activité qui ne réduiront pas en volume et ne se comprimeront pas avec le temps.

**Petits réacteurs modulaires (PRM)** : les PRM sont des réacteurs avancés qui produisent jusqu'à 300 MW(e) d'électricité par module, soit moins que les réacteurs nucléaires actuels.

**Propriétaire des déchets** : un propriétaire de déchets radioactifs est une organisation actuellement responsable de déchets radioactifs.

**Radionucléide** : matière dont le noyau atomique est instable et qui se désintègre spontanément en produisant un rayonnement. Les noyaux se distinguent par leur masse et leur numéro atomique.

**Stockage** : entreposage des déchets radioactifs sans intention de récupération.

Pour de plus amples informations :

[info@radwasteplanning.ca](mailto:info@radwasteplanning.ca)

Société de gestion des déchets nucléaires  
22, avenue St. Clair Est,  
4<sup>e</sup> étage, Toronto (Ontario)  
M4T 2S3, Canada

Téléphone : 416-934-9814  
Sans frais : 1-866-249-6966.  
Télécopieur : 416-934-9526